

Numéro 16 - 27 avril 2019

Premier Mai 2019

Journée d'unité et de lutte de la classe ouvrière à la défense des droits de tous et toutes



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Premier Mai 2019

- Les travailleurs doivent renforcer le travail pour avancer leurs propres revendications
- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -

Des sujets de préoccupation pour le corps politique

- La lutte pour les droits de tous et toutes sans division, hiérarchie ou privilège
- La nécessité de s'organiser comme une classe ouvrière à la défense des droits de tous et toutes

- **Le Programme des travailleurs étrangers temporaires**
- *Pierre Chénier* -
- **Les travailleurs provenant de l'immigration font partie intégrante de la classe ouvrière canadienne**
- *Normand Chouinard* -
- **Les travailleurs soulignent les problèmes liés au Programme des travailleurs agricoles saisonniers**
- **Un forum brise le silence sur les conditions de travail des femmes immigrantes**
- **Le Programme des aides familiaux résidants: assez bons pour travailler, assez bons pour rester ici!**
- *Diane Johnston* -

Appui massif au droit d'être du Venezuela bolivarien

- **La résistance à l'unilatéralisme des États-Unis et la défense de l'état de droit**
- **Opposition aux tentatives d'imposer un représentant vénézuélien illégitime à l'Organisation des États américains**
- **Le Mouvement des non-alignés appelle à la réaffirmation des principes fondamentaux du droit international et à mettre fin aux mesures coercitives unilatérales**
- **Le Venezuela rejette fermement les mesures coercitives unilatérales et illégales des États-Unis contre son ministre des Affaires étrangères**
- *Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela* -
- **Des militants américains à Washington défendent vigoureusement la souveraineté du Venezuela et l'état de droit**

La RPDC et la Russie tiennent un sommet à Vladivostok

- **Les dirigeants s'engagent à assurer la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne et pour les peuples de la région**

Les élections présidentielles de 2019 en Ukraine

- **Les résultats vont aiguïser les contradictions internes**
- *Dougal MacDonald* -

Supplément

Revue de l'année en photo

- **Les réalisations du mouvement ouvrier au cours de la dernière année**

**Premier Mai 2019, Journée d'unité et de lutte de la classe ouvrière
à la défense des droits de tous et toutes**

Les travailleurs doivent renforcer le travail pour avancer leurs propres revendications

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -

PDF

***Vive le Premier Mai, Journée internationale d'unité de la classe ouvrière et d'affirmation de la
lutte pour ses droits, ses revendications et son émancipation !***

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations militantes du Premier Mai aux travailleurs du Canada, du Québec et du monde entier. La classe ouvrière montre dans les faits son courage et sa maturité dans la lutte pour ses droits, ses revendications et son émancipation. Les travailleurs luttent pour s'investir d'un pouvoir d'intervenir dans les affaires économiques et politiques. Ils défendent ce qui leur appartient de droit et utilisent de plus en plus leurs propres moyens de communication organisés pour exprimer leurs points de vue et leurs opinions.

Le PCC(M-L) estime que la bataille pour s'investir de pouvoir est la clé de la défense des droits et du renouveau politique et pour ouvrir la voie à l'émancipation de la classe ouvrière. Cette bataille est centrée sur le renouveau politique et nécessite que la classe ouvrière ait une pensée et une organisation indépendantes. Sans ses propres institutions indépendantes, sa propre voix, ses médias, sa pensée et son analyse, la classe ouvrière devient une proie facile pour l'oligarchie financière. Pour s'investir de pouvoir, elle doit discuter au sein de ses organisations de ses propres revendications, réclamations et actions avec analyse, établir son propre ordre du jour et sa propre ligne de marche.

Les travailleurs ont des réclamations légitimes à faire à l'économie et à la société. Leurs réclamations se heurtent à celles de l'oligarchie financière au pouvoir, mais l'opposition ouvrière est à la hauteur du défi tant qu'elle préserve son indépendance de pensée et d'action, ne se laisse pas entraîner dans l'acrimonie et les divisions de l'élite dirigeante et ne s'aligne pas sur l'une ou l'autre de ses bases sociales et de ses partis politiques cartellisés.



L'opposition ouvrière mène des luttes incessantes pour défendre ses droits contre l'offensive antisociale et les stratagèmes pour payer les riches de l'élite dirigeante en affrontant les lois antiouvrières des gouvernements et les décisions antiouvrières des tribunaux de l'État qui privent les travailleurs de leur droit de retirer leur capacité de travail et de mener d'autres actions pour défendre leurs conditions d'emploi. Les travailleurs trouvent les moyens pour combattre l'arrogance et le diktat des oligopoles mondiaux et leur refus de négocier des conventions collectives acceptables pour ceux qui font le travail. C'est le cas des travailleurs qui de partout se mobilisent pour appuyer la section locale 9700 du Syndicat des Métallos qui représente les travailleurs de l'aluminium d'ABI en lock-out au Québec et leur courageux combat de 15 mois contre l'oligopole mondial Alcoa. La classe ouvrière

lutte également pour les droits des femmes et des enfants et pour soutenir la lutte des jeunes pour un avenir prometteur et les revendications du peuple liées au besoin d'un environnement naturel et social sain et elle est solidaire des peuples autochtones et de leur lutte de plusieurs siècles pour l'affirmation pratique de leurs droits ancestraux.

Les travailleurs organisés en une opposition ouvrière développent une conscience qui émerge de la vie réelle, synonyme de changement social et libérée des idées préconçues. Leur conscience sociale donne à la classe ouvrière la force d'esprit nécessaire pour vaincre l'assaut dont elle est la cible, notamment la stratégie libérale de division en fonction des différentes factions de l'oligarchie financière organisées en partis cartellisés.

Au cours de cette année électorale, l'élite dirigeante exerce déjà une pression énorme sur le mouvement de la classe ouvrière pour qu'il s'aligne derrière tel ou tel parti cartellisé et renonce à son indépendance de pensée et d'action. Les médias de masse et d'autres répandent la peur de l'arrivée au pouvoir du Parti conservateur et insistent pour dire que les travailleurs n'ont pas d'autre choix que d'appuyer l'un ou l'autre des partis cartellisés pour « arrêter la droite ».

Mais les travailleurs ont appris du magouillage des partis cartellisés aux niveaux fédéral et provincial et savent que suivre ces partis et devenir leur masse votante ne fait qu'affaiblir et finalement détruire la lutte pour leurs droits et revendications. Renoncer à son indépendance d'organisation, de pensée et d'action et se laisser aller sous l'influence de la base sociale libérale ou conservatrice et le parti cartellisé préféré du moment est pour la classe ouvrière l'arrêt de mort du mouvement à la défense de ses droits et , pour le renouveau politique et pour s'investir de pouvoir. L'intégration au système électoral de partis cartellisés réduit le mouvement ouvrier à un état d'impuissance, de désespoir et d'humiliation.

Organisons-nous pour nous investir de pouvoir et pour le renouveau politique !



Les travailleurs doivent intensifier leur mouvement pour s'investir de pouvoir et non pas se diviser en s'alignant derrière telle ou telle faction de riches sous prétexte que l'une est meilleure que l'autre. L'indépendance d'organisation, de pensée et d'action de l'opposition ouvrière est une défense contre la pratique désastreuse de réagir à l'ordre du jour de l'oligarchie financière et suivre ses partis politiques cartellisés dits de droite ou de gauche.

Les travailleurs ne peuvent pas se permettre de rester dans le piège « gauche-droite ». Ce qui existe présentement est d'un système de partis cartellisés au sein d'institutions démocratiques libérales anachroniques sur lequel le peuple n'exerce aucun contrôle. La lutte pour s'investir de pouvoir est la réalité d'aujourd'hui que les travailleurs doivent faire leur, qu'ils doivent nourrir et utiliser pour se bâtir un avenir. Ils peuvent renverser la

situation en refusant l'ordre du jour fixé par l'élite dirigeante et en discutant directement des questions qui les concernent. La discussion et la recherche de moyens de résoudre les problèmes économiques, politiques, sociaux et environnementaux en leur faveur plutôt qu'en faveur des riches et l'organisation

d'actions avec analyse pour renforcer leurs institutions indépendantes et défendre les droits de tous et toutes mèneront à un mouvement de masse pour s'investir de pouvoir, pour le renouveau politique et pour bâtir le Nouveau.

*Vive les travailleurs de tous les pays qui luttent pour ouvrir la voie au progrès de la société !
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

Supplément

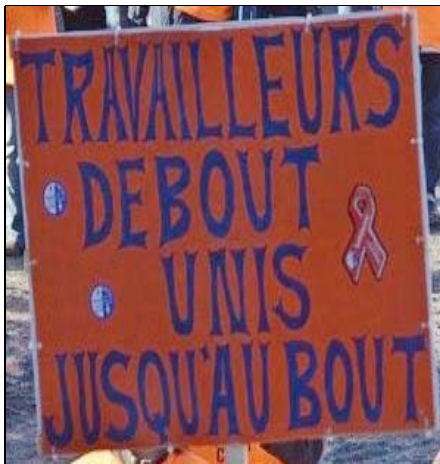
Revue de l'année en photos

- Les réalisations du mouvement ouvrier au cours de la dernière année



Des sujets de préoccupation pour le corps politique

La lutte pour les droits de tous et toutes sans division, hiérarchie ou privilège



En ce Premier Mai, un des moyens par lesquels les travailleurs défendent les droits de tous et toutes partout au pays est de s'opposer au trafic des personnes sanctionné par les gouvernements à tous les niveaux, que ce soit sous prétexte d'une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée ou d'un prétendu soutien à une cause humanitaire, comme donner du travail aux réfugiés, aux travailleurs migrants et à ceux qui se trouvent dans une situation semblable. L'élite dirigeante qui contrôle l'économie socialisée et les affaires politiques a créé une hiérarchie de droits organisée par l'État dans toute la société. Cette hiérarchie de droits est destinée à perpétuer le pouvoir et les privilèges de l'oligarchie financière et à affaiblir la résistance de la classe ouvrière aux atteintes à son bien-être et à sa sécurité et dans sa lutte pour bâtir le Nouveau.

L'élite dirigeante a inventé des catégories de personnes sur la base de critères déterminés par l'État. Ces critères divisent les personnes en citoyens, résidents permanents, travailleurs temporaires en quête de statut de résident permanent, travailleurs temporaires sans droit de demander le statut de

résident permanent, travailleurs étrangers invités, étudiants étrangers avec et sans droit de demander le statut de résident permanent qui paient des sommes considérables pour étudier au Canada et ont le droit de travailler pendant leurs études, travailleurs sans papiers en état de mort légale ou civile et ainsi de suite. La division du peuple en ces catégories permet à l'élite dirigeante de surexploiter ceux qui ont moins de droits. Cela prive le peuple d'une conscience de ce qui se passe, ce qui divise et affaiblit la résistance de la classe ouvrière pour défendre tous ses membres. C'est fait pour priver le peuple de la conscience collective que la société est divisée entre gouvernants et gouvernés dans l'espoir de saper le mouvement du peuple pour ouvrir une voie au progrès de la société. C'est en luttant pour les droits de tous et pour humaniser l'environnement naturel et social que le peuple peut avancer.

Alors que les gouvernements adoptent et appliquent des politiques antipeuple et antitravailleurs, le peuple refuse d'être blâmé et rejette l'accusation que c'est lui qui entretient des sentiments anti-immigrants ou antiréfugiés. Ce ne sont pas les immigrants et les réfugiés qui exercent une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et ce ne sont pas eux qui foulent aux pieds les droits des autres. La division des travailleurs en catégories est une tactique de l'État qui traite les travailleurs comme des « choses » pouvant être déshumanisées, et c'est fait pour affaiblir et éliminer les organisations de défense des travailleurs, surexploiter certaines sections et faire baisser les salaires et les conditions de travail de l'ensemble de la classe ouvrière. Ce sont des façons de payer les riches, tout comme la dérèglementation du travail pour se soustraire à toute responsabilité sociale envers la santé et la sécurité au travail et pour fouler aux pieds leur droit de former des organisations de défense indépendantes pour activement défendre leurs conditions de travail. Pour changer la situation en faveur des travailleurs, le mouvement ouvrier ne doit pas perdre de vue l'importance de la lutte pour bâtir le Nouveau, où les droits de tous en tant qu'êtres humains seront reconnus et garantis par une nouvelle constitution et des formes modernes de gouvernance.



L'élite dirigeante a acquis beaucoup d'expérience à diviser le peuple et à utiliser diverses catégories politiques et sociales à son avantage. Même un examen rapide de l'immigration depuis le XIXe siècle montre comment l'exploitation du marché du travail international et le fait de faire venir des migrants au Canada avec des droits variables sert l'élite dirigeante, tant sur le plan économique que politique.[1]

La mondialisation impérialiste a créé un réservoir de centaines de millions de migrants sans statut juridique ou civil dans de nombreux pays et beaucoup vivent dans des camps de réfugiés. À ce bassin d'immigrants vulnérables au sein du marché mondial du travail viennent s'ajouter des millions d'autres qui sont forcés de parcourir le monde à la recherche de travail et d'avenir à cause de la violence et de l'anarchie que les grandes puissances déchaînent dans leurs pays dévastés.

Le Canada, le Québec, les provinces et les territoires ont mis au point un éventail de programmes pour exploiter ce marché du travail international et faire venir des travailleurs au pays avec une hiérarchie de droits variables. Les différentes catégories ont en commun que les travailleurs migrants et les membres de leur famille sont privés de leurs droits en tant que membres égaux de la société et du corps politique après avoir vécu et travaillé au pays.

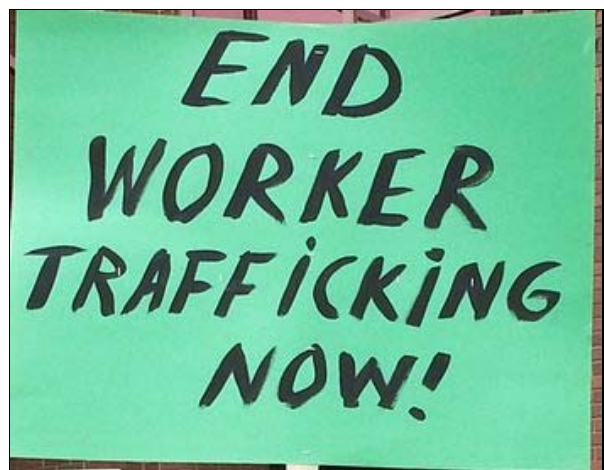
Le nombre de personnes qui se retrouvent dans ces catégories est imposant et les chiffres montrent

que l'élite dominante est constituée d'exploiteurs non démocratiques qui considèrent les travailleurs comme un moyen de protéger et d'accroître la richesse sociale privée de ceux qui possèdent et contrôlent l'économie socialisée. La menace d'expulsion et de déportation plane sur la tête de tous les migrants, que ce soit des résidents permanents, des travailleurs temporaires, des étudiants et des personnes classées comme sans papiers.

Au cours d'une année donnée, plus de 300 000 immigrants arrivent au Canada en tant que résidents permanents potentiels ou réels qui pourraient devenir citoyens. On dit que le nombre total de résidents permanents à tout moment donné se situe dans les millions. Ce bassin de travailleurs et leur famille est entraîné d'une manière ou d'une autre dans l'économie socialisée. En une même année, plus de 200 000 migrants sont acceptés en tant que travailleurs temporaires classés dans la catégorie des résidents non permanents dans le cadre de divers programmes, avec peu ou pas de chances de devenir résidents permanents et citoyens et qui doivent partir après un certain temps pour revenir ensuite s'ils sont choisis à nouveau ou qui restent et deviennent sans-papiers. Statistique Canada estime à un peu moins d'un million le nombre total de résidents non permanents au cours d'une année donnée. Il n'existe pas de nombre officiel de travailleurs sans papiers, mais on estime que ce nombre se situe entre 200 000 et un demi-million.[2] À cela s'ajoutent des milliers d'autres qui cherchent refuge contre la violence et l'anarchie et qui peuvent ou non être acceptés comme immigrants. En 2017, 44 000 réfugiés ont été acceptés comme résidents permanents. Des centaines de milliers d'autres personnes arrivent au Canada en tant qu'étudiants et paient très cher. Certains sont autorisés à travailler au cours de leur période d'études et un certain nombre d'entre eux sont autorisés à demander la résidence permanente.

La négation des droits des migrants par l'État ouvre la porte à la corruption et devient la base du trafic d'êtres humains. Le *Globe and Mail* publie des histoires d'horreur et verse des larmes de crocodile sur les souffrances de nombreux migrants aux mains de trafiquants d'êtres humains, mais ne s'intéresse pas à la base de cette corruption, au fait que cette corruption est basée sur la négation des droits par l'État et sur l'ordre juridique et constitutionnel qui défend le privilège et les prétendus droits de propriété de la classe dirigeante.[3] De même que le trafic d'esclaves africains n'aurait pas existé sans l'esclavage raciste organisé aux États-Unis, la traite des êtres humains au Canada ne peut exister que grâce à la négation des droits des travailleurs migrants par l'État, où une grande partie du processus d'immigration lui-même a été privatisée et où les abus restent impunis.

La division entre ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives et ceux qui vendent leur capacité de travail pour gagner leur vie est à la base de la division des travailleurs suivant une hiérarchie de droits au Canada. Les droits et privilèges de ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives et ont accumulé une grande richesse sociale sont garantis par le droit de propriété. Ce qu'on appelle le droit de propriété existe en contradiction avec les droits humains et confère aux détenteurs de la richesse sociale et à ceux qui sont en position de contrôler l'économie socialisée des droits et privilèges dominants, comme le rappelle entre autres l'affaire SNC-Lavalin. Le pouvoir du droit de propriété et du privilège de classe est démontré quotidiennement par des attaques organisées de l'État contre les travailleurs et constitue la théorie et la pratique constitutionnelles et fondamentales de l'oligarchie financière au pouvoir.



La classe ouvrière assume la responsabilité sociale envers elle-même et envers la société de mettre pleinement à contribution son pouvoir organisé pour défendre les droits de tous et toutes dans le présent et pour bâtir le Nouveau, où les droits et le bien-être de tous seront garantis sans exception ni division. À l'occasion du Premier Mai 2019, que les travailleurs déclarent que tous les programmes qui limitent les droits des migrants qui viennent au Canada pour vivre et travailler soient déclarés nuls et non avenus. Si l'élite dirigeante qui contrôle les forces productives veut que les migrants viennent et travaillent pour elle, elle ne doit pas les priver de leurs droits fondamentaux.

***Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous et toutes !
Blâmons les riches et non le peuple pour les politiques et lois anti-immigrants et antitraitailleurs !***

Notes

1. « [150 ans d'immigration au Canada](#) », Statistique Canada, modifié le 17 mai 2018
2. « [Guest Worker Programs : Canada](#) », Law Library of Congress, mise à jour le 30 juillet 2015
3. « False promises : Foreign workers are falling prey to a sprawling web of labour trafficking in Canada », *Globe and Mail*, 5 avril 2019



La nécessité de s'organiser comme une classe ouvrière à la défense des droits de tous et toutes

Il ne se passe pas une journée sans qu'on dise aux travailleurs canadiens que l'économie souffre d'une pénurie de travailleurs disponibles dans différents secteurs. Le manque de travailleurs disponibles sur le marché du travail canadien, nous dit-on, pourrait mener à une crise économique, une récession ou quelque chose d'encore pire. Les travailleurs sont bombardés par cette propagande chaque jour. L'élite dirigeante semble viser plusieurs objectifs avec cette propagande.

Un objectif central est de détourner la classe ouvrière de l'analyse qu'elle doit faire pour analyser les causes des problèmes de l'économie. Il s'agit d'une tentative de détourner l'attention de la cause fondamentale découlant de la contradiction entre le caractère socialisé des forces productives et le caractère privé de leur contrôle. L'élite dirigeante qui contrôle l'économie socialisée refuse tout blâme pour ces problèmes économiques. Son objectif et son contrôle l'amènent plutôt à blâmer le facteur humain et à faire subir à ceux qui lui vendent leur capacité de travail les conséquences du refus de ceux qui sont en position de contrôle d'amener les relations de production en conformité avec les forces productives déjà socialisées. Les vrais producteurs, la classe ouvrière, doivent prendre le contrôle des forces productives socialisées et du produit social qu'ils produisent pour que les problèmes soient résolus d'une manière qui sert le peuple.



Les cartels disparates des propriétaires se font la concurrence pour leurs propres intérêts privés et ne se sentent pas obligés d'examiner l'économie comme un tout et de planifier la production et la distribution conformément aux besoins du peuple et de l'économie. Ils expliquent les problèmes à leur avantage en s'attaquant à la classe ouvrière et à leurs concurrents. Qu'il y ait un problème de pénurie ou de surplus de travailleurs, c'est la classe ouvrière qui en subit les conséquences parce que le bien-être du peuple n'est pas l'objectif de l'élite dirigeante.

Ceux qui sont en position de contrôle considèrent la pénurie temporaire de travailleurs dans tel ou tel secteur comme un prétexte pour exploiter le marché mondial du travail et y puiser des travailleurs migrants ou temporaires. Le terme « temporaire » leur donne l'occasion de nier les droits de ces travailleurs sous prétexte qu'ils ne sont pas membres à part entière du corps politique canadien quand ils arrivent et travaillent ici. Cela crée une hiérarchie de droits en vertu de laquelle, au lieu que tous aient des droits en tant qu'êtres humains, certaines personnes ont des privilèges qui peuvent être niés au bon plaisir de ceux qui sont en position de contrôle. Cette inégalité et ce déni des droits engendrent une exploitation accrue, en particulier des travailleurs migrants et temporaires. Cette exploitation intensifiée a un effet négatif sur la classe ouvrière tout entière parce qu'elle abaisse l'ensemble des conditions.



Le Programme des travailleurs étrangers temporaires

- Pierre Chénier -

La catégorie de travailleurs migrants qui croît le plus rapidement au Canada et dans le monde est le travailleur sans papiers. Les études et les statistiques sur ces travailleurs sont rares. Une étude menée en 2011, financée par les instituts de recherche en santé du Canada, a évalué qu'entre 200 000 et 500 000 travailleurs sans papiers vivaient au Canada. Ils sont concentrés en Ontario et travaillent principalement dans la construction, l'industrie hôtelière et l'agriculture.

L'étude démontrait aussi que de nombreux travailleurs sans papiers avaient commencé à travailler au Canada en tant que travailleurs « avec papiers », notamment dans le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), et étaient devenus sans-papiers à cause des conditions de servitude et d'arbitraire qui caractérisent ce programme. Plusieurs travailleurs temporaires étrangers dont le contrat de travail avec leur employeur est brisé, soit parce que l'employeur y met fin ou que le travailleur quitte son emploi tant les conditions sont intenable, demeurent au Canada comme travailleurs sans papiers.



Différents gouvernements affirment que les travailleurs temporaires étrangers sont protégés par des règles, ce qui n'est pas le cas des travailleurs sans papiers. Ils disent, par exemple, que les travailleurs du PTET sont régis par les lois de normes minimales de travail fédérales et provinciales, qu'ils ont accès à plusieurs programmes sociaux et services publics et à une voie vers la résidence permanente, contrairement aux travailleurs sans papiers qui ne sont pas régis par ces lois et sont

criminalisés en tant que hors-la-loi dans une situation de vulnérabilité marquée par l'illégalité.

Les conditions objectives de servitude dans lesquelles travaillent les sans-papiers sont telles qu'il existe peu de règles régissant leur emploi et leurs conditions de vie et que celles-ci sont sous le coup du diktat de l'employeur. Cette vulnérabilité face à un diktat arbitraire s'applique aussi aux travailleurs avec papiers dans les confins étroits du Programme des travailleurs étrangers temporaires et des programmes connexes. Leurs droits sont sujets aux attaques, notamment leur droit fondamental d'être des membres à part entière du corps politique qui vivent sans la menace constante d'être déportés.

La situation des travailleurs étrangers est caractérisée par l'arbitraire des employeurs au Canada et des agences canadiennes étrangères qui les recrutent dans leur pays. Les gouvernements maintiennent les travailleurs étrangers dans une position vulnérable et sujets aux attaques par leur refus d'abolir leur statut temporaire. Sans que leurs droits soient garantis, leur dignité de travailleurs est niée et leur statut précaire est maintenu.

Le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET)

Le PTET fédéral comprend deux sous-programmes : le Programme des aides familiaux du Canada (PAF) et le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS). D'autres travailleurs appartiennent aussi à la catégorie des travailleurs étrangers temporaires. Le PTET et le Programme de mobilité internationale (PMI) formaient un seul programme avant que le gouvernement Harper ne fasse du PMI un programme séparé en 2014.

Étude d'impact sur le marché du travail

La division de l'économie, des ressources et des affaires internationales du gouvernement canadien a évalué dans une recherche qu'au 1er décembre 2013, il y avait 386 406 travailleurs temporaires étrangers au Canada. De ce nombre, 126 816 étaient assujettis à une Étude d'impact sur le marché du travail et 259 590 ne l'étaient pas.



Les employeurs qui veulent recruter des travailleurs étrangers temporaires doivent en général soumettre une Étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) tandis que les employeurs qui font leur recrutement en vertu du PMI n'ont pas à remplir cette exigence. L'exigence d'une EIMT repose sur la mascarade voulant que le PTET vise strictement à combler des postes pour lequel il n'y a pas de citoyens canadiens ou de résidents permanents disponibles. C'est vraiment frauduleux parce que cela fait des décennies que les travailleurs étrangers viennent au Canada pour occuper des positions en agriculture, en aide familiale résidente, dans l'industrie hôtelière et dans la transformation alimentaire. Ces emplois ne sont pas et n'ont jamais été temporaires ; seuls les travailleurs qui occupent ces emplois permanents le sont. Leur statut temporaire est précisément ce qui les maintient dans un état de vulnérabilité, dans les emplois les plus mal payés et

aux plus mauvaises conditions, ce qui nie leurs droits et exerce une pression générale à la baisse sur les salaires.

Les employeurs qui font leur recrutement par le biais du PMI n'ont pas besoin d'une ÉIMT parce que ce programme, selon la propagande officielle, vise à fournir de plus grands avantages au Canada, notamment au plan économique et culturel. Cela comprend, entre autres choses, la mobilité du travail sous l'égide des traités de libre-échange. Le PMI, contrairement au PTET, comprend un permis de travail ouvert qui ne lie pas un participant à un employeur unique. Il offre aussi une voie d'accès plus aisée à la résidence permanente justement parce qu'il est considéré comme étant avantageux pour la compétitivité du Canada de garder ces travailleurs au Canada.

Les travailleurs étrangers temporaires qui sont assujettis à une ÉIMT sont liés par contrat à un employeur unique, ce qui rappelle le travail en servitude. Le contrat rend difficile aux travailleurs de quitter un employeur abusif ou un emploi dangereux sans que n'intervienne la déportation immédiate du pays, parce que le statut légal du travailleur régi par l'ÉIMT cesse d'être en vigueur lorsque le contrat est brisé.

Les travailleurs qui sont régis par un contrat obtenu par une ÉIMT sont vulnérables parce que, s'ils se plaignent, l'employeur peut mettre fin au contrat et ils doivent quitter le pays. Il se peut que tout ceci se fasse dans le silence parce que les travailleurs sont très vulnérables, n'ayant que peu de recours juridiques. Les travailleurs dont le contrat est abruptement terminé doivent passer par un nouveau processus menant à une ÉIMT, ce qui prend des mois et n'est pas garanti, retourner dans leur pays ou encore devenir des travailleurs sans papiers. Pour changer d'employeur, le travailleur doit recevoir une nouvelle offre d'emploi d'un employeur potentiel et être muni d'une ÉIMT approuvée. Cela prend de trois à cinq mois, mais le processus ne s'arrête pas là. Le travailleur doit alors demander un nouveau permis de travail, ce qui prend de trois à six mois supplémentaires. Pendant tout ce temps-là, le travailleur ne peut pas travailler ou toucher de l'assurance-emploi ou de l'aide sociale et il peut être sans revenus pendant plusieurs mois. Compte tenu du fait que ces travailleurs reçoivent en général les plus bas salaires, plusieurs doivent retourner dans leur pays ou devenir des sans-papiers à cause d'un manque de revenus.

Sans que leurs droits ne soient garantis, les travailleurs sont vulnérables

La règle de droit doit s'appliquer à tous de manière égale. Il ne doit pas exister de situation où il y a absence de droits pour certains et privilège pour d'autres. Un droit humain fondamental ne peut être temporaire ou illégal ou sujet à la déportation ou à d'autres mesures arbitraires d'un pouvoir de police. Tout le concept de travailleur temporaire doit être déclaré ultra vires, hors-la-loi et sans validité dans un état de droit qui repose sur une constitution moderne qui s'applique également à tous les êtres humains, sans préjudice ou privilège.



Il ne manque pas d'exemples de la contradiction entre les conditions réelles des travailleurs temporaires, migrants ou réfugiés et la propagande démocratique libérale qui déclare que tous les humains sont égaux et protégés par une règle de droit qui s'applique à tous sans préjudice ou privilège.

La vente à un employeur de la capacité de travailler d'un travailleur à statut temporaire transfère un pouvoir et un privilège arbitraire à un employeur et un asservissement et une servitude volontaire aux

employés. La législation et les constitutions libérales démocratiques enchâssent cette inégalité et ce privilège en accordant des droits supérieurs à la propriété, à la richesse et au statut social par rapport aux droits qu'ont les gens en tant qu'êtres humains.

De nombreux travailleurs temporaires vivent dans des logis fournis ou contrôlés par l'employeur. Cet arrangement donne aux employeurs un contrôle énorme sur la nourriture, l'espace, les conditions de sommeil et les réseaux sociaux des travailleurs. Les travailleurs peuvent faire l'objet d'intimidation, ce qui renforce le déséquilibre total du rapport de force entre l'employeur et le travailleur. Souvent, la frontière entre être au travail et ne pas être au travail disparaît.

Les attaques de la part des agences de recrutement publiques et privées et des recruteurs individuels sont devenues chose courante et celles-ci sont devenues un régime mondial de trafic d'êtres humains. Qu'on pense aux frais exorbitants qui sont imposés, aux fausses réclamations et aux faux documents. Les recruteurs et les employeurs demandent souvent aux travailleurs de leur emprunter de l'argent et ne cessent d'ajouter des intérêts et d'autres frais de services ou des pénalités pour avoir enfreint des règles arbitraires.

Accablés de frais, les travailleurs reçoivent souvent des documents complets ou faux, ou de faux noms d'employeurs ou encore des emplois qui n'existent pas. Ces dernières années, des stratagèmes de « libération à l'arrivée » sont devenus fréquents. Il s'agit de situations où les travailleurs n'ont pas d'employeur bien qu'il y ait un nom d'employeur sur leur contrat. Les travailleurs sont alors « libérés » de leur faux contrat à leur arrivée à l'aéroport ou au bureau du recruteur au Canada. Parfois on leur offre même un tel stratagème en leur disant qu'ils vont certainement trouver un vrai employeur une fois au Canada. Il arrive souvent que les recruteurs gardent ces travailleurs « libérés » dans un endroit de travail qui leur appartient ou qui est arrangé par eux et où ils travaillent pour le gîte et le couvert en attendant de trouver un employeur qui les engage.

Les travailleurs temporaires étrangers paient des impôts et la taxe de vente et cotisent au Régime de pensions du Canada et de l'Assurance-emploi (AE). Ils ne sont pas admissibles cependant aux prestations régulières de l'AE correspondantes à leur période d'emploi une fois que celui-ci est terminé. Ils sont officiellement admissibles aux prestations parentales ou de maternité, mais ils ont beaucoup de difficulté à les toucher une fois que leur contrat de travail officiel est terminé.

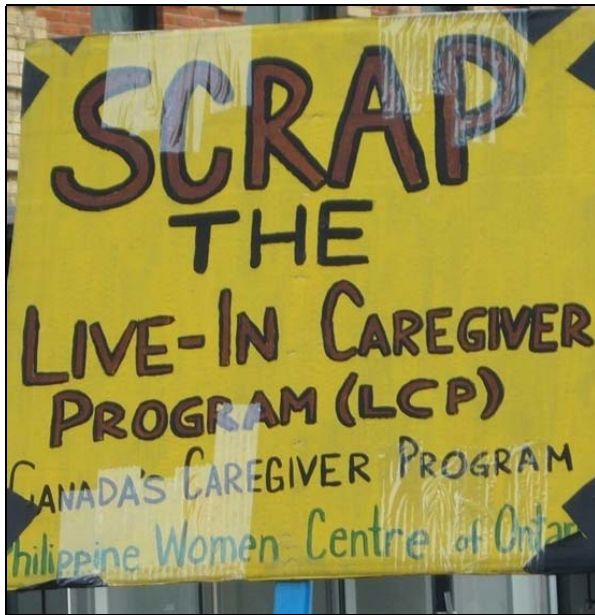
Les travailleurs temporaires étrangers sont censés être protégés par les normes minimales d'emploi et les lois de santé et de sécurité au travail, mais il est difficile de les faire appliquer.

À cause de leur statut temporaire, ils ont de la difficulté à insister pour que l'employeur respecte les lois et c'est risqué pour eux de faire appel au gouvernement pour qu'il fournisse réparation et souvent la loi n'est simplement pas appliquée.

En théorie, les travailleurs temporaires étrangers ont le droit à la résidence permanente, mais le programme lui-même ne comprend pas de voie d'accès à ce statut. Ils peuvent être parrainés par leur employeur, mais rien n'incite l'employeur à le faire. Le travailleur qui demande la résidence permanente doit maîtriser une langue officielle, mais ses conditions de travail, qui impliquent de longues heures sans pauses bien délimitées, les empêchent souvent de suivre des cours s'il s'en donne dans leur région ou de fraterniser sur une base régulière avec des gens qui parlent anglais ou français dans des événements sportifs ou sociaux.

Le Programme des aides familiaux comprend une voie d'accès à la résidence permanente, mais les aides familiaux, qui sont en majorité des femmes, sont assujettis à un processus d'immigration en deux temps qui requiert qu'elles entrent au Canada avec un statut temporaire et un contrat de travail,

mais sans leur famille. Elles doivent compléter leur contrat avant de demander la résidence permanente, ce qui pose le problème de quoi faire une fois que le contrat est terminé. Le programme de résidence permanente comprend aussi un plafond de demandes, ce qui est une restriction de plus. Cette année, après un travail soutenu des aides familiaux résidents et de leurs supporteurs, le gouvernement fédéral a annoncé la tenue de deux « projets pilotes » sur cinq ans qui permettront aux personnes recrutées dans cette catégorie de travailleurs de venir au Canada avec leur famille. Une fois que l'aide familial a son permis de travail et deux ans d'expérience, il est dit qu'il aura alors « accès à une voie directe menant à la résidence permanente ». De plus, une petite fenêtre est actuellement ouverte cette année pour offrir rétroactivement un tel « accès » aux aidants naturels déjà au Canada qui sont venus dans le pays en espérant qu'ils pourraient demander la résidence permanente, pour se rendre compte plus tard que cela n'était pas possible dans le cadre des programmes par lesquels ils ont été recrutés.



En 2014, alors qu'il y avait une campagne dans les médias de masse au sujet d'employeurs qui abusaient du PTET, le gouvernement est intervenu de façon à créer de la friction entre les travailleurs canadiens et les travailleurs temporaires étrangers. Le gouvernement s'est vanté de vouloir donner la priorité aux travailleurs canadiens par rapport aux travailleurs temporaires étrangers en ce qui concerne les emplois disponibles. Le gouvernement a encore resserré les critères d'admissibilité de l'AE et a limité encore plus l'admissibilité des travailleurs étrangers aux prestations de l'AE. Un des objectifs de ces programmes, en plus de fournir de la main-d'oeuvre bon marché aux employeurs est de nuire à l'unité de la classe ouvrière à la défense de ses droits.

Le gouvernement fédéral a progressivement réduit le pourcentage de travailleurs étrangers admissibles par rapport à la main-d'oeuvre totale d'une entreprise à 10 % en 2016. Selon les organisations de défense des travailleurs, à mesure que le pourcentage était réduit, des travailleurs temporaires étrangers qui étaient arrivés alors que le pourcentage était plus élevé ont été congédiés et forcés de travailler dans la clandestinité afin de demeurer au Canada. Des employeurs qui engageaient régulièrement des travailleurs temporaires étrangers se sont plaints de la baisse du pourcentage et ont demandé que celui-ci soit haussé. Le gouvernement Trudeau a obtempéré en haussant le niveau à 20 %, un pourcentage qui demeure arbitraire en ce qui concerne les travailleurs temporaires parce qu'ils peuvent être renvoyés quand le pourcentage est atteint.

En 2014, le gouvernement Harper a changé les règles afin que le gouvernement fédéral puisse refuser les demandes d'embauche de travailleurs temporaires étrangers dans des emplois à bas salaires dans les services d'hébergement et de restauration et le commerce au détail, dans des régions où le taux de chômage officiel est de 6 % ou plus. Le gouvernement Trudeau a maintenu ce changement. Cela dresse une fois de plus les travailleurs les uns contre les autres alors que les travailleurs étrangers sont accusés indirectement de causer des privations aux travailleurs canadiens en tant que concurrents prêts à accepter des salaires bas et du travail précaire. Cela perpétue la conscience impérialiste qui masque le conflit de classe qui existe entre la classe ouvrière et une oligarchie financière dominante qui est la source de tous les problèmes auxquels les travailleurs et l'économie socialisée font face. Cela masque aussi la raison pour laquelle les travailleurs sont régulièrement privés de leurs droits et

que l'économie souffre de crises récurrentes et que ses problèmes fondamentaux demeurent non résolus.



Les travailleurs provenant de l'immigration font partie intégrante de la classe ouvrière canadienne

- Normand Chouinard -



Depuis quelques décennies, particulièrement depuis l'instauration des nouveaux arrangements néolibéraux et de la mondialisation qui en a suivi, l'industrie du transport par camion a connu une croissance exponentielle qui nécessite dorénavant une main-d'oeuvre qualifiée en grande quantité. Il y a présentement 3,5 millions de camionneurs aux États-Unis et près de 200 000 au Canada, ce qui représente une force considérable au sein de la classe ouvrière. Le traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis adopté sous le gouvernement de Brian Mulroney en octobre 1987 et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ALÉNA) en mars 1994 ont favorisé l'intégration rapide de l'économie canadienne à celle des États-Unis. Les échanges commerciaux ont passé progressivement de l'axe est-ouest à l'axe nord-sud. Le nombre de compagnies de transport d'un bout à l'autre de la frontière est considérablement plus élevé que celles qui ne font que de l'interprovincial, ce qui est un excellent indicateur de l'intégration constante de l'économie canadienne à l'Amérique du Nord des monopoles. Au Canada, dans les années 90, l'industrie du transport a subi coup sur coup une série de dérèglementations visant soi-disant à faciliter la fluidité du transport par camion et éliminer la « paperasserie ». La conséquence directe de ces dérèglementations massives a été une détérioration des conditions de travail et des salaires des camionneurs canadiens qui s'est poursuivie tout au long des années 2000 jusqu'à aujourd'hui.

Le discours sur la pénurie de main-d'oeuvre dans le secteur du transport a commencé très tôt au début des années 2000. La détérioration des conditions de vie et de travail des camionneurs a eu un impact réel sur la situation de la force de travail qui diminuait sans cesse. Jumelez à cela un besoin drastique de nouveaux camionneurs pour servir les besoins des monopoles et on se retrouve dans la situation de « rareté » de main-d'oeuvre.

Le gouvernement fédéral a dès lors mis de l'avant des programmes visant l'embauche des nouveaux arrivants dans ce secteur (comme tous les autres secteurs d'ailleurs). Vingt-cinq ans plus tard, on constate d'emblée qu'un camionneur sur quatre provient de l'immigration récente, dont la moitié proviennent de l'Inde, particulièrement de l'État du Pendjab. En 2016, selon la revue *Today's Trucking*, spécialisée dans le secteur du camionnage qui a effectué une étude sur ces questions, le nombre de camionneurs provenant de l'Inde dépasse le nombre total des nouveaux chauffeurs provenant de l'immigration depuis 2001. À cette époque, seulement 1,8 % des camionneurs provenaient de la région de l'Asie du Sud et la plupart résidaient dans la région de Vancouver, en Colombie Britannique. Ils comptaient alors pour 18,7 % des chauffeurs de la ville comparativement à 6,2 % pour la région de Toronto. En 2016, approximativement un camionneur sur cinq (17,8 %) provient de l'Asie du Sud. En Colombie Britannique, on parle d'un camionneur sur trois, soit 34,6 %, qui provient de cette région et d'un sur quatre (25,6 %) pour l'Ontario. Dans les deux grandes villes que sont Vancouver et Toronto, les camionneurs d'origines nationales sud-asiatiques représentent respectivement 55,9 % et 53,9 % de l'ensemble des chauffeurs de l'industrie. Selon les chercheurs, les liens qui existent entre les Canadiens d'origine indienne établis au pays depuis longtemps et les nouveaux arrivants auraient facilité l'intégration de ces derniers et coïncideraient avec une demande importante de nouveaux chauffeurs pour faire face à la demande des monopoles.

Une statistique intéressante indique que sur les 181 330 camionneurs canadiens répertoriés en 2016, il y en aurait 58 985 dont le lieu de naissance est autre que le Canada. En 1991, 7,7 % des chauffeurs provenaient de l'immigration comparativement à 3,5 % en 2016.

Récemment, l'association canadienne du camionnage (Canadian Trucking Alliance) et l'Association du camionnage du Québec (ACQ), représentant les grandes compagnies canadiennes et québécoises du transport, ont demandé au gouvernement fédéral d'assouplir les règles du programme des travailleurs étrangers temporaires et de créer de nouvelles possibilités pour les employeurs en transport, évidemment sous prétexte de combler les besoins de main-d'oeuvre causés par la pénurie de chauffeurs.

C'est en Colombie-Britannique que le nombre de chauffeurs provenant du programme est le plus élevé, soit 934 pour l'année 2017, suivi du Québec avec 166 et du Nouveau-Brunswick avec 108. Selon les modifications apportées par le gouvernement Harper en 2014, les entreprises voulant se prévaloir du Programme de travailleurs temporaires étrangers doivent suivre la procédure de l'« Étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) », une procédure visant à prouver que les tentatives de trouver des travailleurs canadiens ont toutes été épuisées. Le Programme des travailleurs étrangers temporaires est très présent dans d'autres secteurs de l'économie, notamment l'agriculture et l'agro-alimentaire, mais n'est qu'à ses débuts dans le secteur du transport. La raison en est que le métier de camionneur exige un minimum de formation et de compétences professionnelles avant que le camionneur puisse circuler sur le réseau routier canadien. C'est d'ailleurs une des principales demandes des camionneurs au pays d'offrir une formation intégrale aux nouveaux chauffeurs d'un bout à l'autre du pays dans le cadre de leur demande de reconnaissance du métier par le gouvernement fédéral.

Le ministre des Transports, Marc Garneau, a annoncé le 21 janvier dernier que son gouvernement s'engage à adopter une norme nationale sur la formation de base offerte aux conducteurs de véhicules commerciaux d'ici 2020, mais que son application dépendra des provinces qui en feront une obligation, que ce seront toujours les provinces qui définiront les normes et délivreront les permis basés sur les nouvelles normes nationales. Il n'y a que l'Ontario qui exige un minimum de 101,5 heures de formation obligatoire pour les nouveaux chauffeurs. La décision de Marc Garneau survient suite au rapport d'enquête sur la tragédie de Humboldt qui en avait fait sa recommandation principale

(accident dans laquelle était impliqué un véhicule lourd causant plusieurs décès de jeunes joueurs de hockey en Saskatchewan). « Les Canadiens s'attendent à ce que les personnes qui obtiennent leur permis de conducteur de semi-remorques ou de gros véhicules soient bien préparées par une formation, avant d'assumer ces fonctions », a déclaré le ministre des Transports lors de la réunion annuelle des ministres du Transport et de la Sécurité routière tenue le 21 janvier dernier à Montréal. Quant à l'Alliance canadienne du camionnage, son président, Scott Smith, se dit satisfait de cette nouvelle harmonisation possible entre les provinces. « Cette annonce est un excellent exemple de travail conjoint de l'industrie et du gouvernement vers l'obtention de résultats positifs. » L'Association du camionnage du Québec va dans le même sens malgré une situation différente au Québec où, bien que non obligatoire, un service public de formation de 615 heures est disponible pour les nouveaux chauffeurs.

Bien que de prime abord ce développement semble positif pour les camionneurs, ils sont en droit de se demander s'il est relié de près ou de loin à l'élargissement du Programme de travailleurs temporaires étrangers demandé par les monopoles. Cela aura comme conséquence l'augmentation de la concurrence entre les camionneurs et ainsi bloquera leurs demandes pour améliorer leurs conditions de vie et de leurs salaires, ce qui équivaldrait pratiquement à une nouvelle dérèglementation sans vraiment l'être. Les camionneurs canadiens et québécois qui luttent tous les jours depuis des années pour remédier aux dernières décennies de dérèglementation en exigeant une plus grande partie de la valeur ajoutée qu'ils ont eux-mêmes produite ne laisseront pas passer si facilement une nouvelle dégradation de leurs conditions. Ils reconnaissent que les travailleurs provenant de l'immigration récente ou encore ceux provenant du Programme des travailleurs étrangers font partie intégrante de la classe ouvrière canadienne et québécoise et que la défense des droits de tous et toutes est la condition *sine qua non* de leur victoire. Toute tentative de les diviser entre « eux » et « nous » sera combattue fermement et est vouée à l'échec.

Le 21 mars dernier était le cinquième anniversaire de la grande grève des camionneurs du port de Vancouver en mars 2014 dans laquelle 500 camionneurs affiliés au syndicat Unifor se sont unis aux 1500 camionneurs membres de l'Association des camionneurs unis, majoritairement composée de travailleurs originaires du Pendjab. Ensemble, ils ont fait capituler l'administration portuaire de Vancouver, le gouvernement de Christie Clark en Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral de Stephen Harper et sa ministre des Transports Lisa Raitt. Ce fut une grande victoire pour les camionneurs canadiens et elle constitue aujourd'hui, dans le contexte d'une nouvelle offensive en préparation par l'utilisation de travailleurs migrants ou étrangers pour empêcher une nouvelle direction à l'industrie, une voie à suivre pour défendre les droits des camionneurs canadiens, sans considération aucune de leurs origines nationales.



Grève des camionneurs de Vancouver, 21 mars 2014



Les travailleurs soulignent les problèmes liés au Programme des travailleurs agricoles saisonniers



L'organisation Justice pour les travailleurs migrants a exposé les préoccupations majeures exprimées par les travailleurs qui participent au Programme des travailleurs agricoles saisonniers.

- travail de 12 à 15 heures sans être indemnisé pour les heures supplémentaires et les congés statutaires ;
- refus d'accorder des pauses nécessaires ;
- utilisation de produits chimiques/pesticides dangereux sans équipement de sécurité/protection ni formation ;
- entassement dans des logements insalubres avec des fuites d'égouts et des toilettes inadéquates ;
- racisme ouvert de certaines personnes, ce qui entraîne parfois des altercations physiques ;
- discrimination salariale importante entre la main-d'oeuvre migrante et non migrante ;
- déductions salariales injustes telles que l'assurance-emploi et d'autres services auxquels ils n'ont que peu ou pas d'accès ;
- attention insuffisante accordée aux préoccupations et aux autres services nécessaires ;
- exclusion de la législation de base sur les droits humains, comme les lois sur la santé et la sécurité et la plupart des aspects de la *Loi sur les normes d'emploi* ;
- interdiction de négocier une convention collective et d'adhérer à des syndicats ;
- représentation insuffisante dans l'élaboration des politiques et les différends contractuels ;
- impossibilité de demander le statut de résident ou de pouvoir éduquer ici leurs enfants malgré de nombreuses années de travail au Canada ;
- manque de procédures d'appel lorsque les employeurs rapatrient des travailleurs dans leur pays d'origine ;
- obstacles aux services essentiels en raison de la langue et de l'emplacement du lieu de travail ;
- manque de formation de base en anglais (ou français) comme langue seconde ;
- discrimination fondée sur le sexe, y compris le peu d'opportunités pour les travailleuses et le fait que

les femmes soient fortement contrôlées et soumises à diverses mesures disciplinaires par les employeurs.

Un forum brise le silence sur les conditions de travail des femmes immigrantes



L'Organisation des droits des femmes de l'Asie du Sud (ODFAS) a organisé un forum le 19 janvier pour discuter de leurs conditions de travail en tant que femmes immigrantes et de la façon de défendre leurs droits à la lumière de l'adoption du projet de loi 47, *Loi de 2018 pour une Ontario ouvert aux affaires*, par le gouvernement de l'Ontario et de ses autres atteintes aux droits des travailleuses. Une cinquantaine de personnes ont participé au forum intitulé « Une réponse de la communauté aux attaques contre les droits des travailleurs ».

Les remarques préliminaires ont été consacrées aux problèmes auxquelles les femmes immigrantes font face lorsqu'elles arrivent au Canada pour trouver du travail et subvenir aux besoins de leur famille, y compris l'impact que les réductions annoncées récemment sur l'enseignement postsecondaire auront sur celles dont le travail est précaire. Une organisatrice d'Unifor a présenté une trousse produite par le syndicat dans le cadre de la mobilisation de ses membres contre le programme antisocial rétrograde du gouvernement conservateur.



Au cours du forum, l'expérience des travailleuses dans les communautés a été présentée sous forme

de sketches, de présentations en groupe et d'une vidéo produite par des jeunes de l'ODFAS, dans le but de briser le silence sur les indignités auxquelles les femmes et leurs familles sont confrontées quotidiennement.

Le fil conducteur du forum, qui représente l'expérience de beaucoup de personnes, était les choix inacceptables auxquels les familles sont confrontées chaque jour, soit payer la nourriture et les autres produits de première nécessité ou payer leur loyer. Au cours de la discussion, on a abordé la question du pouvoir exercé sur la vie des travailleurs par les agences de placement temporaire et les employeurs qui font appel à leurs services, ce qui a pour effet de chambouler leur vie par les horaires de travail irréguliers, le manque de services de garderie appropriés et abordables, les bas salaires, dont le versement d'un salaire en argent comptant bien au-dessous du salaire minimum, sans avantages sociaux et sans accès à l'assurance-emploi, aux prestations de maternité et à l'indemnisation des travailleurs. En outre, il existe un nombre limité d'agences de placement temporaire au moyen duquel les femmes trouvent du travail, ce qui signifie que les femmes qui dénoncent leurs conditions peuvent être placées sur une liste noire et être incapables de trouver du travail.

Un sketch a illustré l'expérience de nombreuses immigrantes - des promesses faites par les agences de recrutement avant d'immigrer du Canada en tant que « pays de rêve », en passant par « Bienvenue au Canada » à l'humiliation par les conditions qu'elles subissent une fois immigrées au pays. Leurs diplômes et leur expérience professionnelle sont ignorés, elles se retrouvent à la merci des agences de placement temporaire et des employeurs qu'elles représentent, alors qu'elles essaient d'amasser suffisamment d'heures de travail pour fournir nourriture et loyer à leur famille.



La présentation vidéo a mis l'accent sur des propositions détaillées élaborées par l'ODFAS lors de consultations communautaires pour transformer la situation en leur faveur. Les propositions comprenaient la tenue d'une enquête publique sur le sous-emploi des femmes immigrantes qualifiées, la limitation du champ d'action des agences de placement temporaire, l'introduction de mesures dissuasives économiques pour réduire les horaires de travail chaotiques et l'accès aux services de garde entièrement subventionnés pour les travailleurs à faible revenu.

Dans le cadre de la discussion en cours avec les membres de l'ODFAS, un sondage a été distribué pendant le forum pour demander aux participantes leur point de vue sur les implications de la *Loi de 2018 pour un Ontario ouvert aux affaires* et sur les propositions de l'ODFAS.



Le Programme des aides familiaux résidants: assez bons pour travailler, assez bons pour rester ici!

- Diane Johnston -

Les aides familiaux déclarent depuis longtemps que s'ils sont *assez bons pour travailler*, ils sont *assez bons pour rester ici* ! Les aides familiaux revendiquent qu'on leur accorde le statut de résident permanent dès leur arrivée au Canada et qu'ils soient traités comme des membres égaux de la société canadienne, que leurs droits soient respectés et non bafoués. Dans le cadre de cette revendication, ils veulent un permis ouvert pour pouvoir trouver un autre emploi et demandent à ne pas être liés à un seul employeur ou sous la menace constante d'être expulsés.

Depuis plus d'un siècle, le Canada importe de la main-d'oeuvre d'autres pays pour travailler comme « domestique ». Au début, la main-d'oeuvre venait principalement de Grande-Bretagne, notamment les nombreux « enfants Barnardo »[1], et d'autres pays d'Europe. Ces personnes sont venues travailler comme gardiennes d'enfants et domestiques pour des familles riches, mais aussi pour des professionnels hautement payés comme des avocats, des médecins, etc. Dès qu'ils ont pu, les femmes et certains hommes ont trouvé un autre emploi.

Les programmes gouvernementaux visant à importer de la main-d'oeuvre pour travailler au Canada se sont succédé depuis le milieu des années 1950. Jusqu'au milieu des années 1980, des dizaines de milliers de travailleurs originaires principalement des Caraïbes et plus tard des Philippines ont été obligés de travailler dans des conditions assimilables à du travail en servitude. Cela comprend les dispositions relatives à la résidence au domicile de l'employeur et tout ce que cela peut impliquer en termes de temps de travail, de relations de travail, de conditions de vie, d'isolement, de violence, d'éloignement et de séparation des membres de la famille et de leur collectivité et de la société en général.

De nombreuses femmes originaires des Caraïbes et des Philippines qui ont travaillé au Canada comme travailleuses domestiques étaient et sont hautement qualifiées, certaines ayant reçu une formation d'enseignantes, d'infirmières et d'administratrices. Elles cherchent du travail au Canada en raison des conditions économiques dans leur propre pays, où elles étaient incapables de trouver du travail ou de s'occuper convenablement de leur famille.

Beaucoup de celles qui terminent leur formation d'enseignante ou d'infirmière aux Philippines sont ensuite forcées de travailler pendant un certain temps comme bénévoles avant de pouvoir trouver du travail, et souvent n'en trouvent pas. Les recruteurs recherchent activement ces travailleuses. Pour un grand nombre d'entre elles, l'arrivée au Canada laisse entrevoir l'espoir d'un avenir meilleur pour leurs enfants. La plupart envoient de l'argent à leur famille.

Un des problèmes que rencontrent ces travailleuses après leur arrivée au Canada est celui de recevoir leur statut de résident permanent ou de se le voir refusé. Dans le cadre de certains programmes, elles ne peuvent pas demander la résidence permanente pendant qu'elles travaillent au Canada. Cela

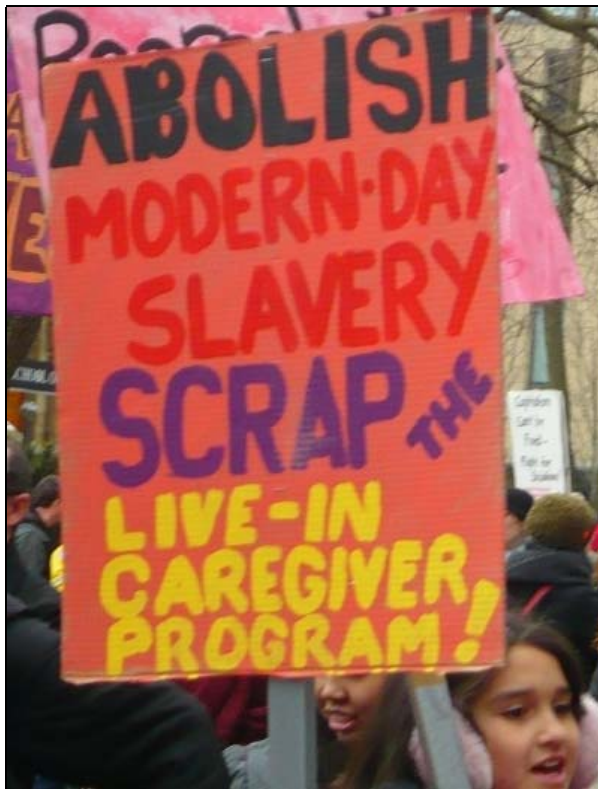


devient un problème majeur puisqu'elles doivent retourner dans leur pays pour présenter une demande sans aucune garantie d'acceptation et sans possibilité d'appel en cas de refus.

Lorsqu'elles travaillent au Canada, les aides familiales paient des impôts et cotisent au Régime de pensions du Canada ainsi qu'à l'assurance-emploi, mais elles ont peu de possibilités d'utiliser ces programmes en cas de besoin. Cela à cause de restrictions délibérément mises en place, mais aussi parce que ces travailleuses craignent d'être pénalisées par le gouvernement dans leur demande de résidence permanente.

Le Programme des aides familiaux résidants (PAFR), introduit en 1992, spécifie que les travailleurs doivent résider chez leur employeur canadien pendant une période minimale de deux ans avant de présenter une demande de résidence permanente. Au Canada, en 2010, plus de 35 000 travailleurs étaient forcés d'habiter sur les lieux de travail.

Le PAFR exige également que les travailleurs suivent une longue formation avant d'être acceptés au Canada, et certains des demandeurs sont obligés de suivre un programme de formation aux Philippines à leurs propres frais. À l'époque, les exigences en matière d'études ont été portées à l'équivalent canadien d'une 12e année. Aux Philippines, la fin normale des études secondaires est la 10e année, de sorte que les travailleurs sont obligés de payer pour des études supplémentaires ainsi que pour le programme de formation.



Les employeurs éventuels doivent demander une étude d'impact sur le marché du travail indiquant qu'ils sont incapables de trouver des Canadiens pour faire cet emploi. Les frais de cette évaluation sont de 1 000 \$, mais ils sont annulés pour les employeurs potentiels qui ont un revenu de 150 000 \$ ou moins.

Très souvent, les femmes philippines passent par des agences pour obtenir du travail au Canada. Les agences demandent entre 3 000 \$ et 4 000 \$ pour trouver un emploi aux travailleurs migrants. Parfois, quand les travailleuses arrivent au Canada où elles sont censées travailler pendant deux ans avant de pouvoir déposer une demande de résidence permanente, l'emploi pour lequel elles sont censées être embauchées n'est plus disponible. Elles doivent alors trouver un autre travail très rapidement et obtenir une autre étude d'impact sur le marché du travail. Cela engendre toutes sortes de problèmes puisqu'elles deviennent des sans-papiers et se retrouvent à la merci de diverses forces de

l'État et des agences privées.

En 2009, le gouvernement Harper a expliqué la raison du PAFR : « L'obligation de résider chez l'employeur est un élément essentiel du PAFR vu la pénurie continue d'aides familiaux au Canada disposés à habiter dans la maison des personnes auxquelles ils prodiguent des soins. Il y aurait peut-être suffisamment d'aides familiaux au Canada pour satisfaire aux besoins du marché du travail liés aux aides familiaux ne résidant pas chez l'employeur. Si l'obligation de résider chez l'employeur était supprimée, il ne serait probablement pas nécessaire d'embaucher un TET (travailleur étranger

temporaire) ».

Comme indiqué, l'obligation de résider chez l'employeur était dirigée clairement et ouvertement contre les travailleurs domestiques migrants, car les travailleurs au Canada refusent généralement de se conformer à une telle exigence. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a condamné cette obligation qui contrevient aux droits humains consacrés comme fondamentaux, en ce qu'elle crée une discrimination systémique. L'Organisation internationale du travail s'oppose également à cette exigence.

PINAY, l'Organisation des femmes philippines du Québec, qualifie les relations de travail des aides familiaux résidents de dépendance personnelle où les travailleurs sont pris au piège dans une situation semblable à l'esclavage. PINAY exige depuis longtemps la suppression de l'obligation de résidence :

« En partie en raison du fait que le travail domestique est effectué dans des résidences privées et de l'exigence stricte du PAFR selon laquelle l'aide familial doit habiter chez son employeur, les PFR [aides familiaux résidents] courent un risque accru d'exploitation, de harcèlement et de mauvais traitements dans leur milieu de travail. La structure du PAFR crée des conditions propices à la vulnérabilité, à la traite et au travail forcé de divers aides familiaux. Il est essentiel d'abandonner l'exigence relative à la résidence ou, à tout le moins, de la rendre facultative, afin de remédier à cette exploitation et d'éviter les violations des droits de la personne. »[2]



Le gouvernement Harper a apporté des modifications au PAFR en 2014, qui est ensuite devenu le Programme canadien des aides familiaux (PCAF). Le PCAF a été introduit comme programme pilote de cinq ans avec deux volets et finira en novembre 2019. Jusqu'à maintenant, le gouvernement Trudeau s'est contenté de dire qu'il évaluait le projet pilote.

La réforme de 2014 a rendu facultatif le volet de « résidence chez l'employeur » du programme, puisque « les employeurs ne peuvent plus maintenant déduire les frais de logement et de pension de l'indemnisation des accidentés du travail ». Toutefois, en raison de la faible rémunération et de l'envoi d'argent à la famille, de nombreux aides familiaux migrants sont dans l'impossibilité de vivre à l'extérieur du domicile de l'employeur.

Le gouvernement a également créé deux nouvelles catégories d'aidants qui travaillent au Canada avec un permis de travail temporaire et cherchent à obtenir leur résidence permanente. Une voie d'accès à la résidence permanente est pour les gardiennes d'enfants. L'autre est pour les aidants qui prennent soin des personnes âgées ou qui ont des besoins médicaux chroniques. La deuxième voie concerne directement les infirmières diplômées migrantes, les infirmières praticiennes, les aides-infirmières et les aides-soignants. Fait important, le gouvernement canadien et les employeurs recrutent directement des travailleurs qualifiés des pays en voie de développement sans compenser directement ce pays pour la valeur qu'il a dépensée pour former ces travailleurs.

Les deux catégories de ce programme divisent les travailleurs en travailleurs qualifiés et peu qualifiés. En ce qui concerne le volet des travailleurs hautement qualifiés, le gouvernement recherche explicitement des infirmières, des infirmières auxiliaires et des migrants formés qui doivent présenter

une demande dans le cadre du programme, qui offre des salaires plus élevés et promet un accès plus facile à la résidence permanente et la réunification des familles.

Pour la catégorie des travailleurs peu qualifiés, la résidence permanente dépend du niveau de scolarité, de l'âge, des années d'expérience de travail et des compétences linguistiques des migrants, ce qui complique l'obtention de la résidence. Le gouvernement Harper a également imposé un plafond de 2 750 travailleurs dans chaque catégorie.



La modification de 2014 concernait la suppression de l'obligation de résidence, mais non la suppression d'un tel arrangement en dépit des effets négatifs bien documentés sur les conditions et les relations de travail. La résidence des travailleuses domestiques au domicile privé demeure un sous-régime des lois fédérales du travail. Conformément à la Convention 189 de l'OIT, si l'employeur et la travailleuse en conviennent, cette dernière peut résider chez l'employeur. L'assignation à résidence est donc désormais un arrangement laissé entre un employeur canadien et une travailleuse domestique migrante. Les travailleuses restent tenues de

réaliser 24 mois de travail à temps plein pour pouvoir appliquer à la résidence permanente et leur permis de travail reste lié à un employeur particulier comme au secteur d'emploi, avec toutes les difficultés que cela peut entraîner.

Lorsque le gouvernement Harper a apporté ces modifications, le processus d'acquisition de la résidence permanente prenait trois ans, plus les deux années de travail avant. Au minimum, les aides familiaux migrants pouvaient être séparés de leurs enfants et de leur conjoint pendant cinq ans, voire plus. Même après avoir reçu leur résidence permanente, les travailleurs doivent faire une demande dans le cadre du programme de réunification des familles et prouver qu'ils sont en mesure de subvenir aux besoins leur famille après son arrivée au Canada.

En février de cette année, les aides familiaux résidents et ceux qui les aident dans leur lutte pour la défense de leurs droits ont réussi à faire modifier le PAFR en faveur de ces travailleurs et de leurs familles. Le gouvernement Trudeau a annoncé la création de deux programmes pilotes quinquennaux qui « permettront aux aidants familiaux de venir au Canada avec leur famille et fourniront une voie d'accès à la résidence permanente ». Les projets pilotes sont censés fournir des « permis de travail ouverts pour les époux et conjoints de fait et un permis d'études pour les enfants à charge, afin que les membres de la famille de l'aide familial puissent l'accompagner au Canada ». Le gouvernement a également déclaré que ces travailleurs se verront accorder « une plus grande souplesse pour changer rapidement de travail ». Ces mesures s'adressent uniquement aux futurs travailleurs, pas aux milliers de personnes qui sont déjà au Canada, dont certaines n'étaient pas correctement informées que leur travail et leurs postes ne leur fourniraient pas le moyen d'obtenir la résidence permanente. À cette fin, le gouvernement a également annoncé une période de trois mois, du 4 mars au 4 juin de cette année, appelée « voie d'accès provisoire à l'Intention des aides familiaux » par laquelle les aides familiaux résidents actuels peuvent demander la résidence permanente avec des critères modifiés par rapport aux programmes en cours [3]

Note

1. De 1868 aux années 1930, 100 000 enfants de Grande-Bretagne ont été envoyés au Canada en tant

que main-d'œuvre bon marché. Les deux tiers d'entre eux avaient moins de 14 ans, beaucoup d'entre eux étant considérés comme des enfants de l'État dont les parents ne voulaient ou ne pouvaient plus s'occuper d'eux. Des milliers de ces garçons ont été envoyés travailler dans des fermes manitobaines. Leurs salaires minimaux ont été versés aux agences responsables de leur trafic. Certains ont été forcés de dormir dans des granges, d'autres ont été battus. L'une de ces fermes était la Barnardo Industrial Farm, située près de Russell, au Manitoba, en référence au Dr Thomas Barnardo qui, au nom de grands idéaux, a fondé une organisation pionnière dans la traite de ces jeunes Britanniques au Canada. Environ 50 agences ont été impliquées dans ce système de trafic de main-d'œuvre pour envoyer des enfants au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

2. Résumé : Soumission PINAY pour l'examen périodique universel du Canada

3. Pour de plus amples informations sur les plus récents changements, voir « [Une coalition de groupes d'aides familiales migrantes et d'alliés poursuit sa campagne pour la résidence permanente immédiate](#) » - Peggy Morton, *Forum ouvrier*, 7 mars 2019.



Appui massif au droit d'être du Venezuela bolivarien

La résistance à l'unilatéralisme des États-Unis et la défense de l'état de droit



Des militants défendent l'ambassade du Venezuela à Washington le 24 avril 2019.

Durant la semaine qui vient de se terminer, des pays et des personnes ont affronté les mesures de plus en plus arbitraires, unilatérales et illégales des impérialistes américains en disant Non ! à ces agissements ouvertement et en leur propre nom.

Le tout a commencé le mardi 23 avril lors d'une réunion du Conseil permanent de l'Organisation des États américains à Washington, où les tentatives de changement de régime dirigées par les États-Unis ont à nouveau connu un échec – deux mois jour pour jour après le fiasco de l'« aide humanitaire » du fantoche Juan Guaidó soutenu par les États-Unis à la frontière avec la Colombie. Le 24 avril, la toute première Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix a été

célébrée par l'ONU à la demande des 120 membres du Mouvement des non-alignés. Durant deux jours, l'Assemblée générale de l'ONU a été une tribune pour exiger le respect de l'état de droit et pour condamner les mesures coercitives unilatérales et les autres formes d'hostilités illégales des États-Unis, en particulier contre les peuples de Cuba, de l'Iran, du Venezuela et de la Syrie.

Entre-temps, toute la semaine il y a eu de militantes actions à la défense de la Révolution bolivarienne et du gouvernement constitutionnel du Venezuela par des activistes aux États-Unis qui ont entrepris de protéger l'ambassade vénézuélienne à Washington contre l'assujettissement illégal par les forces du coup de Juan Guaido avec l'aide des services policiers et de renseignement américains, en violation de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques.



Opposition aux tentatives d'imposer un représentant vénézuélien illégitime à l'Organisation des États américains

Lors de la réunion du 23 avril du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OÉA), le point principal à l'ordre du jour était une présentation par Gustavo Tarré — la figure de proue de l'opposition nommée par les États-Unis via leur fantôme Juan Guaido et devant « représenter le Venezuela » à l'OÉA — et la proposition « Projets pour la reconstruction démocratique du Venezuela ». Tarré a été imposé en tant que « représentant spécial de l'Assemblée nationale du Venezuela » à l'OÉA par le biais d'un processus illégal lors d'une réunion du 9 avril du Conseil, malgré le fait bien connu que le 27 avril le Venezuela allait quitter l'OÉA de sa propre volonté.^[1] La réunion ne fut qu'une autre provocation par le secrétaire général trameur de complots Luis Almagro et l'ambassadeur américain à l'OÉA qui siège en ce moment, comme par hasard, à la présidence tournante du Conseil permanent.

En dépit du consentement du Canada et d'autres dans le Groupe de Lima qui ont indiqué qu'ils vont approuver et même diriger toutes les activités illégales pour faire progresser l'objectif de changement de régime au Venezuela, c'est non sans difficulté que les États-Unis et leurs collaborateurs ont à nouveau tenté de créer des problèmes pour le Venezuela avant que celui-ci ne quitte l'OÉA une fois pour toutes. La réunion avait à peine été convoquée que, l'un après l'autre, les représentants de 13 pays membres ont pris la parole pour dire qu'ils s'objectaient au fait que Gustavo Tarré ait obtenu un siège bien qu'il ne représente pas le gouvernement constitutionnel du pays et sa « nomination » comme « ambassadeur permanent » du Venezuela est une violation directe des normes internationales, y compris de la Charte et des règles de procédure de l'OÉA.

Faisant fi des pressions et du chantage que les États-Unis et leur « Groupe de Lima » ont sans doute exercés contre les petites îles des Caraïbes en particulier, les représentants de ces pays et d'autres ont déclaré qu'ils considéraient la résolution du 9 avril nulle et non avenue et sans effet juridique. Ils se sont tous réservé le droit de ne pas accepter les mesures et les décisions prises par le Conseil permanent ou aucun de ses comités aussi longtemps que le Conseil restera en place. Les pays qui ont exprimé leur objection à ce qui se passait étaient presque tous les pays qui avaient voté contre ou s'étaient abstenus lors du vote sur la résolution litigieuse sur le siège de l'envoyé de Guaido.

Le représentant de l'Uruguay a dit qu'il relevait de chaque pays de décider quels gouvernements d'autres pays il reconnaîtrait, que l'OÉA n'avait pas de droit de le faire et il a prévenu que si l'OÉA

appuyait la résolution elle enfreindrait le droit international. Le Surinam a dit qu'il s'opposait à l'application sélective des règles procédurales et qu'il s'agissait de précédents nocifs contraires au multilatéralisme, au droit international et aux relations internationales. La Bolivie a dit que la résolution allait à l'encontre de la bonne foi des pays membres et des principes fondamentaux de l'OÉA et des chartes de l'ONU.

La « présentation » de Tarré n'était rien de moins qu'une tentative arrogante de discréditer tout ce qui avait été dit au sujet de l'illégalité du processus par lequel il est devenu représentant du Venezuela, de diviser tous ceux qui s'étaient opposés à sa désignation en tant que représentant et de susciter la division entre tous ces pays et le gouvernement de Nicolas Maduro, que Tarré a calomnié tout au long de sa dite représentation. Ce dernier a fini par dire que la reconstruction du Venezuela dépendrait de la coopération internationale et que l'OÉA serait la meilleure instance pour coordonner le tout.

Au moins quatre pays qui ont dénoncé le représentant illégitime auraient quitté la salle avant que celui-ci ne prenne la parole. Ainsi s'est déroulée la première intervention malencontreuse de Tarré grâce à tous ceux qui se sont levés à la défense de l'état de droit.

Le 27 avril, il y aura une marche à Caracas pour célébrer le départ du Venezuela de l'OÉA où on criera haut et fort : « Bon débarras ! ».

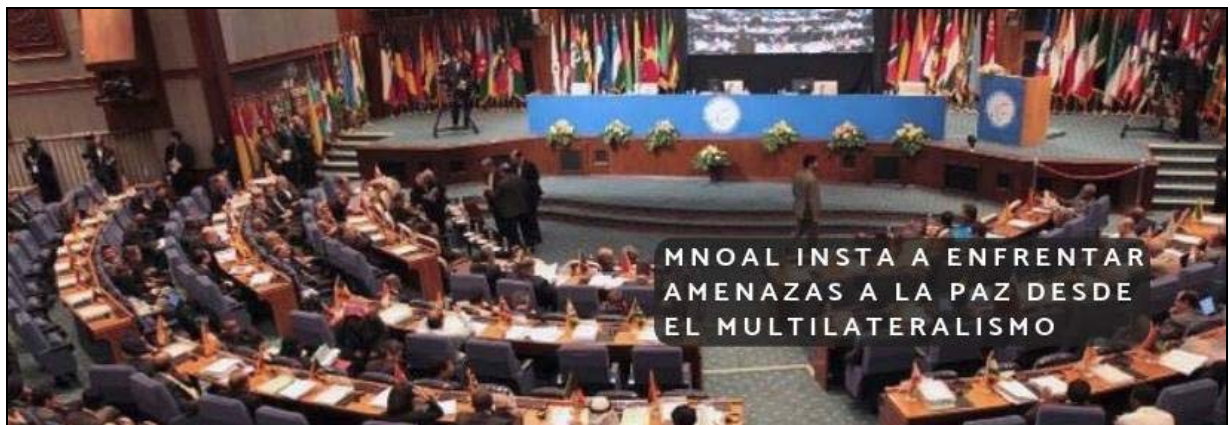
Note

1. Voir « [Vendre ou sauver l'âme de l'OÉA](#) », *LML*, 13 avril 2019

(*MPPRE Noticias*)



Le Mouvement des non-alignés appelle à la réaffirmation des principes fondamentaux du droit international et à mettre un terme aux mesures coercitives unilatérales



Les 24 et 25 avril, l'Assemblée générale des Nations unies a tenu une session plénière de haut niveau pour souligner la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix.

Le 24 avril a été choisi pour coïncider avec la date de la Conférence de Bandung tenue en 1955 qui a jeté les fondements de ce qui allait devenir le Mouvement des non-alignés. Dans son discours d'ouverture, Fernanda Espinoza, la présidente de l'Assemblée générale, a dit que le monde est de plus en plus polarisé et fragmenté et que la célébration de la Journée internationale du Multilatéralisme et de la Diplomatie pour la Paix offrait l'occasion d'évaluer la contribution de l'ONU à l'humanité.

Jorge Arreaza, le ministre du Pouvoir populaire des Affaires étrangères du Venezuela, au nom du Mouvement des non-alignés (MNA), dont la présidence par intérim est assumée par le Venezuela, a dit que le monde est confronté à de nouvelles et nombreuses menaces à la paix et à la sécurité internationales et que, pour en traiter, la communauté internationale doit avoir recours aux structures du multilatéralisme et du droit international. Il a affirmé qu'il ne pouvait y avoir deux poids deux mesures dans les relations internationales et s'est dit très préoccupé par la tendance croissante aux mesures unilatérales et arbitraires qui minent la charte de l'ONU et le droit international. Il a exhorté la communauté internationale « au sein de cette maison du multilatéralisme » à réaliser la paix, le développement durable et les droits humains et à protéger les futures générations du fléau de la guerre.

Puis, au nom du Venezuela, Arreaza a dit que le rôle de l'ONU avait été souligné parce que celle-ci est l'expression ultime du multilatéralisme puisque, comme le dit le préambule de sa charte fondatrice, elle rassemble « tous les peuples des Nations unies ». Il ne s'agit pas d'un club d'amis, a-t-il dit, mais d'un forum pour tous. « C'est pourquoi nous ne pouvons rater cette occasion, nous devons réaffirmer l'entière validité des principes fondamentaux du droit international, tous contenus dans la charte de l'ONU : l'égalité des droits et l'autodétermination des peuples, le non-recours aux menaces ou à la force et la non-ingérence dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence des États », a affirmé Arreaza.

Il a poursuivi en dénonçant le fait que le président des États-Unis s'était servi de la tribune de l'ONU en septembre dernier pour annoncer des mesures coercitives unilatérales contre le Venezuela et d'autres pays, en violation des principes et des objectifs de la charte. Il a souligné que plus récemment Mike Pence, s'adressant au Conseil de sécurité, s'était non seulement donné le droit d'imposer des sièges de façon unilatérale dans le but de plonger les peuples dans la souffrance, mais d'imposer la dictature des États-Unis aux Nations unies et d'ordonner de façon éhontée aux pays membres de ne pas tenir compte de la légitimité des autres membres et de leurs pleins droits, comme ceux du Venezuela. Il a dit que le Venezuela appuyait des pays comme Cuba et l'Iran qui sont assujettis à des mesures unilatérales et arbitraires qui visent à plonger les peuples de ces pays dans la souffrance et ainsi faire plier la volonté de leurs gouvernements.

Selon certains reportages, quelques dizaines de délégués de pays du Groupe de Lima quitté la salle pendant qu'Arreaza livrait son discours — pour montrer leur appui honteux à la tentative de coup d'État des États-Unis.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Iran Mohammad Javad Zarif a dit qu'il venait affirmer que les efforts diplomatiques collectifs ne sont pas qu'une option de prudence, mais bien l'unique solution.

Il a dénoncé qu'en dépit de quatorze rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique validant l'engagement de l'Iran envers le Plan d'action global commun — une entente multilatérale enchâssée dans la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU — les États-Unis s'en étaient illégalement retirés. Il a ensuite mentionné seulement quelques-unes, selon lui, des politiques unilatérales illégales de l'administration actuelle des États-Unis envers son pays et la région : l'imposition extraterritoriale de législations de leur pays, le non-respect d'accords internationaux et d'ordres de la Cour internationale de justice, l'attribution du nom de « terroriste » aux forces armées iraniennes,

l'incitation à la radicalisation par le biais de guerres futiles et dangereuses, la protection de clients parrainant le terrorisme, la non-reddition de comptes pour leurs crimes de guerre et la reconnaissance d'annexions illégales et racistes.

Comme si cela ne suffisait pas, a dit Zarif, les États-Unis sanctionnent aussi ceux qui ne cherchent qu'à respecter leurs obligations en vertu de la résolution 2231 du Conseil de sécurité, qui appelle à la normalisation des relations économiques avec l'Iran.

Il a dit que pour défendre le multilatéralisme il était impératif de nier aux États-Unis tout avantage tiré de leurs mesures illégales et de rejeter avec force toute pression exercée sur les autres pays pour qu'ils violent le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité. En rejetant l'unilatéralisme, a-t-il dit, les pays membres de l'ONU ont la responsabilité de collectivement obliger tout pays à être redevable pour les conséquences de tout acte illégal.

Au nom de Cuba et s'associant à la déclaration du Mouvement des non-alignés, Ana Silvia Rodriguez a vivement dénoncé la consolidation du blocus des États-Unis qui perdure depuis soixante ans contre Cuba et l'imposition de nouvelles mesures coercitives unilatérales. Elle a dit que celles-ci étaient en violation ouverte du droit international et de la Charte des Nations unies. Elle a aussi dit que la solidarité avec le Venezuela était un droit appartenant à Cuba en tant que pays souverain, mais aussi un devoir, et qu'aucune menace de représailles, d'ultimatums ou de chantage par les États-Unis n'allait empêcher Cuba de défendre sa position internationaliste.

Madame Rodriguez a demandé que la journée nouvellement proclamée ne soit pas qu'une simple célébration, mais une réaffirmation du devoir et de la responsabilité collectifs de préserver la paix.

Wael Al Khalil, au nom de la Syrie, s'est aussi associé à la déclaration du MNA et a dit qu'une culture de la paix ne pouvait qu'être le résultat du respect du droit international et de la Charte des Nations unies. Il a dit que, d'autre part, il existe de puissants pays qui tentent de dominer l'organisation afin de l'exploiter à leurs propres fins, créant ainsi des défis à la fois colossaux et tragiques pour l'humanité, semblables à ceux auxquels l'ONU était confrontée lors de sa fondation. Il a souligné le manque de respect envers les résolutions du Conseil de sécurité et a dit que le multilatéralisme était ciblé comme jamais auparavant depuis la création des Nations unies, prenant la forme de pressions exercées sur les relations internationales et l'application de résolutions illégales, dans le but d'empêcher la réalisation de la paix. Il a dit que le peuple syrien continue de payer par le sang en raison d'ingérences et d'agressions militaires, de guerres terroristes et de guerres par procuration. Il a aussi dénoncé l'imposition de mesures coercitives unilatérales et illégales et la création de coalitions illégitimes visant à détruire l'infrastructure et les biens de plusieurs pays en développement.

Riyad Mansour, observateur permanent de l'État de la Palestine, s'associant au Mouvement des non-alignés, a dit que le multilatéralisme a toujours fait l'objet d'attaques de la part de ceux qui croient que la force devrait primer le droit, qui sont prêts à sacrifier les intérêts à long terme pour des gains à court terme, qui oublient les leçons de l'histoire et cherchent à miner la règle de droit. Le consensus international sur la question de la Palestine demeure la seule base de la paix, a-t-il dit, et pourtant aucune mesure n'a été prise pour faire en sorte que les résolutions des Nations unies soient appliquées et que ceux qui les violent rendent des comptes. Malgré les faiblesses du système multilatéral qu'il ressent jusque dans sa chair, le peuple palestinien continue de croire au multilatéralisme et maintient son engagement envers le droit international dans sa lutte pour la liberté, la dignité et la fin de l'occupation, a-t-il dit.

Plus de 70 délégations ont participé au débat. Les États-Unis n'en faisaient pas partie.

Après la fin de la session de deux jours, le ministre Arreaza a donné une conférence de presse à l'ONU pour expliquer en détail la guerre multiforme que les États-Unis mènent contre le peuple du Venezuela. Il a dit qu'il était temps de lancer une campagne pour dénoncer les effets dévastateurs du blocus unilatéral, illégal et arbitraire que les États-Unis ont imposé au Venezuela. Entre autres choses, a-t-il déclaré, « connaissez-vous le coût de payer les salaires de notre personnel aux Nations unies, au Canada ou en Europe? Nous leur devons cinq ou six mois de salaire ». Il a expliqué que ce n'est pas que le gouvernement n'ait pas l'argent, mais que ses fonds ont été bloqués et conservés par la banque correspondante utilisée pour de telles transactions.

Arreaza a aussi annoncé qu'une réunion ministérielle du Mouvement des non-alignés devrait se tenir en juillet au Venezuela pour faire progresser leur projet de soutenir le droit international et la Charte de l'ONU et que des discussions avaient aussi lieu avec un autre groupe de pays sujets à des sanctions sur la façon de les surmonter.

Le 25 avril également, les quelque 60 pays qui se sont réunis pour la première fois en février à l'initiative du Venezuela et de plusieurs autres pays, comme le Groupe de pays pour la défense de la Charte des Nations unies, du droit international et de la paix, ont tenu une réunion à l'ONU.

Pendant la soirée, Arreaza et Samuel Moncada, l'ambassadeur permanent du Venezuela à l'ONU, ont pris la parole à une réunion diffusée en direct organisée par des activistes de la ville de New York où ils ont discuté de comment les Vénézuéliens font face à la guerre économique d'attrition que leur livrent les États-Unis. Ils ont souligné l'importance de prendre des mesures pratiques pour contrer la guerre de l'information que les États-Unis mènent contre le Venezuela, d'utiliser la diplomatie pour s'assurer que les États-Unis ne soient pas en mesure d'expulser le Venezuela de l'ONU afin de le qualifier d'État « voyou » qui mérite d'être bombardé, et de continuer le travail pour empêcher les États-Unis de déclencher la guerre « chaude » à laquelle ils se préparent.

Le jour suivant, dans un geste manifestement vindicatif, le Bureau des États-Unis de contrôle des avoirs étrangers, une agence du renseignement et d'application des lois du département du Trésor, a ajouté Jorge Arreaza et un juge du Venezuela sur sa liste de sanctions.

(MPPRE, UN.org, PressTV, Prensa Latina)



Le Venezuela rejette fermement les mesures coercitives unilatérales et illégales des États-Unis contre son ministre des Affaires étrangères

- Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela -

La République bolivarienne du Venezuela rejette fermement l'imposition de mesures coercitives unilatérales et illégales annoncées aujourd'hui par le gouvernement des États-Unis contre le ministre des Affaires étrangères du Venezuela et un juge de la république, dans le cadre de la stratégie en banqueroute de Washington. Cette stratégie vise à intimider, diffamer et persécuter de hauts représentants de l'État vénézuélien, laquelle fait partie d'un plan systématique pour saper les institutions, la Constitution et les lois de la république afin d'effectuer un changement de gouvernement qui est favorable à leurs intérêts.



Jorge Arreaza, ministre des Affaires étrangères du Pouvoir populaire du Venezuela à l'ONU

Avec ces nouvelles mesures, l'administration Trump cherche à étouffer la voix du Venezuela dans le monde et, du même coup, à entraver l'administration indépendante, souveraine et légitime de la justice dans le pays.

L'inclusion inadmissible du ministre des Affaires étrangères sur la liste infâme de l'OFAC a été faite suite à sa présence aux Nations unies, où sa dénonciation, s'appuyant sur des données concrètes et des exemples des effets sérieux que le blocus criminel des États-Unis contre le Venezuela a eu sur les droits humains, a fait une forte impression.

Tout aussi inacceptable est l'inclusion d'un juge de la république sur cette liste, servant à l'extorsion, par laquelle le gouvernement des États-Unis cherche à prévenir les poursuites et le châtimement des crimes que constituent l'organisation d'un coup d'État, le sabotage, le terrorisme et la conspiration contre la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays ce qui, de sa part, est une claire confession qu'il instigue et protège de tels actes.

Comme ce fut le cas lors des occasions précédentes, ces mesures ne feront que renforcer la détermination des fonctionnaires patriotes, loyaux à leur serment envers le peuple, et la dignité de toute une nation qui a décidé de vivre libre de façon irrévocable.

Le gouvernement bolivarien demande une fois de plus que cesse immédiatement l'agression multiforme et appelle la communauté internationale à agir de façon urgente pour faire respecter la Charte des Nations unies dans ses principes et objectifs fondamentaux et ainsi mettre fin à cette attaque impérialiste obsédée contre le peuple souverain du Venezuela.

(Caracas, le 26 avril 2019. Traduction du LML)

Des militants américains à Washington défendent vigoureusement la souveraineté du Venezuela et l'état de droit

Depuis deux semaines, un groupe de militants contre la guerre, pour la paix et la justice aux États-Unis du Embassy Protection Collective, créé à l'initiative du groupe de femmes contre la guerre CODE PINK et Popular Resistance, vivent et travaillent 24/24 dans l'ambassade du Venezuela à Georgetown avec l'autorisation du gouvernement du Venezuela. La vigile a commencé le 13 avril, lorsque des forces de l'opposition aidées par les autorités américaines se sont introduites dans le consulat du Venezuela à New York et en ont pris le contrôle, puis ont fait la même chose aux deux bâtiments de l'attaché militaire du Venezuela à Washington. L'objectif du collectif est d'empêcher les forces du coup d'État et les autorités américaines de faire de même avec l'ambassade. Le bâtiment de l'ambassade appartient au gouvernement vénézuélien. Il s'agit d'un complexe international protégé, considéré comme territoire souverain du Venezuela en vertu de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Sur cette base, les militants ont clairement indiqué que toute entrée avec effraction et toute arrestation à l'intérieur de l'ambassade est illégale puisqu'ils sont dans ces locaux en tant que locataires et invités du propriétaire. Ils ont également déclaré qu'ils étaient prêts à rester pour

protéger l'ambassade jusqu'à ce qu'un accord mutuellement satisfaisant ait été conclu entre les gouvernements américain et vénézuélien. Le gouvernement vénézuélien leur a exprimé sa reconnaissance pour ce geste.



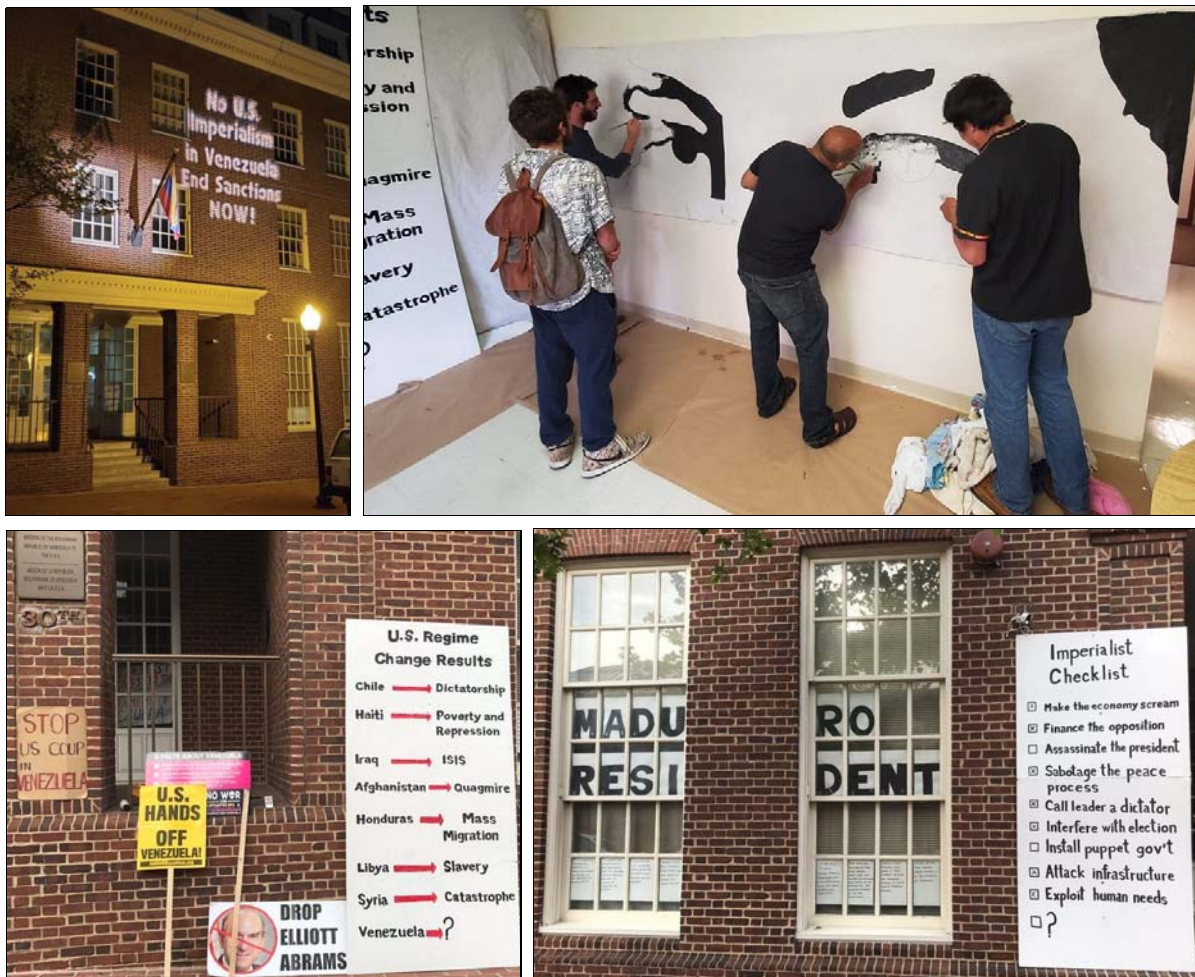
En plus de peindre des murales et de fabriquer de grandes bannières pour orner les murs de l'ambassade, le collectif a organisé des rassemblements, des conférences de presse et des événements éducatifs avec des conférenciers invités pour éduquer le public sur les questions liées au Venezuela et d'autres préoccupations pressantes. Le 25 avril, une membre de CODE PINK s'est levée sur sa chaise dans la salle où se tenait une réunion du Conseil atlantique avec pour thème « Le Venezuela après Maduro » avec une pancarte disant « Pas de coup d'État au Venezuela ! » Elle a dénoncé Elliot Abrams alors qu'il s'adressait au

Conseil jusqu'à ce qu'elle soit expulsée de la salle. « Vous ne devriez pas avoir la responsabilité de l'avenir du Venezuela. Comment osez-vous orchestrer un coup d'État au Venezuela ? Comment osez-vous imposer au Venezuela des sanctions économiques qui nuisent au peuple du Venezuela ? Comment osez-vous renverser le gouvernement d'un autre peuple au nom du peuple américain ? Guaidó n'a été élu par personne ! Maduro a été élu par six millions de personnes. L'ONU reconnaît Maduro comme président élu du Venezuela ! »

Les activistes qui gardaient l'ambassade ont appelé spécialement tous ceux qui le pouvaient à venir à Washington le week-end des 27 et 28 avril. Ils écrivent: « Nous faisons l'histoire, chacun de nous peut faire la différence. Si vous êtes à la retraite, si vous avez des vacances, si vous pouvez prendre le week-end, si vous avez des disponibilités, donnez-vous comme priorité absolue de venir à Washington ce samedi et dimanche et de rejoindre le collectif de protection de l'ambassade dans cette

lutte historique pour défendre la souveraineté et l'indépendance du peuple du Venezuela. »





La RPDC et la Russie tiennent un sommet à Vladivostok

Les dirigeants s'engagent à assurer la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne et pour les peuples de la région

Le guide suprême et président du Comité des affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), Kim Jong Un, et le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, ont tenu un sommet d'une journée à Vladivostok en Russie le 25 avril. Vladivostok est juste au nord de la frontière de 17 km séparant la RPDC de la Russie, à son extrémité nord-est. Les deux dirigeants ont exprimé le souhait de renforcer leurs liens pour l'avantage mutuel et de coopérer en tant qu'amis et voisins pour assurer la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne, rapportent les médias russes et ceux de la RPDC.

Le sommet a eu lieu à l'Université fédérale d'Extrême-Orient sur l'île Russky. Les deux dirigeants ont tenu une brève conférence de presse, puis une réunion privée où ils se sont informés de la situation dans leur pays et ont eu un échange de vues sur la façon de renforcer les relations bilatérales et de renforcer les relations fraternelles de longue date entre les deux pays, rapportent les médias.



Kim Jong Un et le président de la Fédération russe Vladimir Poutine

La réunion privée de plus de deux heures a été suivie d'une réunion formelle entre la RPDC et la Russie. Outre le président Kim, la RPDC était représentée par Ri Yong Ho, ministre des Affaires étrangères de la RPDC, et par Choe Son Hui, premier vice-ministre aux Affaires étrangères. La partie russe était représentée par le président Poutine, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, le vice-ministre des Affaires étrangères Yuri Trounev, le vice-premier ministre et envoyé spécial du président dans la région fédérale de l'Extrême-Orient, Dimitri Peskov, l'ambassadeur de Russie en RPDC Alexander Matsegora et d'autres responsables.



Le président Kim Jong Un présente la délégation de la RPDC au président Poutine.

Les médias ont rapporté que le besoin de paix dans la péninsule coréenne était au centre des

discussions officielles.

Le président Kim a indiqué que les relations entre la RPDC et les États-Unis s'étaient dégradées à cause de la « mauvaise foi » et de la position « unilatérale » des États-Unis exprimées au deuxième sommet RPDC-États-Unis tenu les 27 et 28 février 2019 à Hanoï. Il s'inquiète de ce que, compte tenu de la position autoritaire des États-Unis, les relations entre les deux pays risquent de se détériorer davantage. Le président Kim a assuré le président Poutine que la RPDC prenait toutes les mesures nécessaires pour se préparer à toute éventualité.

Les deux parties ont convenu d'intensifier les efforts pour assurer la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne et pour les peuples de la région. Ils ont convenu « d'améliorer et de promouvoir la communication en temps utile et la collaboration tactique entre toutes les parties concernées ». À l'issue des discussions, « le président Kim a cordialement invité le président Poutine à se rendre en RPDC à un moment opportun, ce que le président a chaleureusement accepté ».

Après la réunion entre la RPDC et la Russie, le président Poutine a donné un banquet d'État en l'honneur du président Kim. « Le président Poutine et le président Kim ont levé leurs verres et prononcé des discours pour célébrer les relations de longue date entre les deux pays et les deux peuples et pour le succès des travaux à venir visant à renforcer les liens. » Le banquet a été suivi d'un spectacle culturel.

Le président Kim Jong Un est resté à Vladivostok pour visiter divers sites d'intérêt jusqu'au vendredi 26 avril, avant de rentrer au pays.



(Agence centrale de presse nord-coréenne, TASS)



Les résultats vont aiguïser les contradictions internes

- Dougal MacDonald -

L'élection présidentielle ukrainienne de 2019 s'est déroulée les 31 mars et 21 avril selon le mode de scrutin à deux tours. Un total surprenant de 39 candidats se sont présentés. Puisque la mise en candidature coûte 90 000 \$ non remboursables, les rumeurs ont circulé que certains candidats n'étaient rien de plus que des hommes de paille mis de l'avant par diverses factions de riches, simplement pour drainer les votes de leurs adversaires.

Au premier tour du scrutin présidentiel, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des voix. L'acteur et comédien Volodymyr Zelenskiy, dont la seule expérience politique est une émission télévisée populaire, a recueilli 30 % des suffrages et le président sortant, Petro Porochenko, 16 %, suivi de près par l'ex-première ministre Ioulia Tymochenko.

Un deuxième tour de scrutin a eu lieu le 21 avril entre les deux candidats ayant reçu le plus de votes, Zelenskiy et Porochenko. Zelenskiy s'est présenté sous la bannière du Parti du serviteur du peuple, du nom de l'émission télévisée dont il est la vedette, tandis que Porochenko s'est présenté comme indépendant. Après le deuxième tour de scrutin, la Commission électorale centrale pour l'Ukraine a déclaré Zelenskiy le grand vainqueur avec 13 541 528 voix, soit 73,22 % des voix. Porochenko a recueilli 4 522 320 votes, soit 24,45 % des suffrages exprimés. Le taux de participation dans l'ensemble a été de 62,8 %.

Comparé aux autres pays européens, le président ukrainien, qui est élu directement par le peuple, dispose de beaucoup de pouvoir. Il ou elle peut opposer son veto au Parlement, commander à l'armée, diriger la sécurité nationale, nommer un tiers des juges, représenter l'Ukraine sur le plan international et diriger la politique étrangère. Le président nomme le premier ministre avec l'accord du Rada (parlement). Dans l'exercice de ses fonctions, le président est à l'abri de poursuites.

Le rôle des oligarques

L'élection présidentielle a révélé une fois de plus à quel point le pouvoir réel en Ukraine est détenu non pas par le peuple, mais par une dizaine d'hommes d'affaires ou d'« oligarques » milliardaires. Les oligarques, qui possèdent une richesse combinée qui représente un cinquième du produit intérieur brut du pays, se disputent sans cesse pour accroître leurs profits et leur pouvoir politique, utilisant le peuple ukrainien comme leur chair à canon. Certains d'entre eux ont des liens étroits avec l'Union européenne alors que d'autres sont plus étroitement liés à la Russie.

Les oligarques sont devenus riches après la prétendue chute du communisme en 1991 en pillant grâce aux moyens « légaux » et illégaux les biens précieux du gouvernement qui appartiennent au peuple ukrainien et qu'ils ont transformés en leur propre propriété privée. Porochenko est l'un de ces oligarques qui a émergé de ces batailles pour le butin. Ses principaux intérêts financiers sont concentrés dans la société de confiserie Roshen et dans la chaîne de télévision d'actualités numéro 5. Il détient également des participations dans les secteurs manufacturier, de l'agriculture et des finances.

Zelenskiy n'est pas lui-même un oligarque, mais il est fortement soutenu par le troisième homme le plus riche d'Ukraine, Igor Kolomoisky, à qui appartient la chaîne de télévision qui diffuse la série télévisée *Serviteur du peuple*, dans laquelle Zelenskiy est la vedette. Kolomoisky détient des participations importantes dans les métaux, l'énergie, l'aviation et les médias, y compris Burisma, la

plus grande entreprise gazière privée d'Ukraine. Hunter Biden, fils de l'ancien vice-président américain Joe Biden, qui vient d'annoncer qu'il se présente comme candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine en 2020, siège au conseil d'administration de Burisma.

Le duel entre les oligarques

Porochenko et Kolomoisky ont mené une longue querelle qui a éclaté après que Porochenko est devenu président pour la première fois en 2014 suite au coup d'État soutenu par les États-Unis. À l'élection de 2010, la plupart des oligarques ont soutenu Victor Yanoukovitch qui est devenu le nouveau président.

À la fin du mois de novembre 2013, Ianoukovitch a rejeté un accord commercial en suspens avec l'Union européenne qui aurait permis aux monopoles européens de s'emparer des marchés énergétiques cruciaux de l'Ukraine. Il a plutôt appelé à des liens plus étroits avec la Russie. Ianoukovitch a ensuite signé le 17 décembre plusieurs accords avec le président russe Vladimir Poutine, qui auraient permis de réduire d'un tiers le coût du gaz russe vendu à l'Ukraine. La Russie a également accepté de prêter 15 milliards de dollars à l'Ukraine à des conditions favorables.

Les accords avec la Russie ont mené au coup d'État parlementaire soutenu par les États-Unis qui a éliminé Ianoukovitch le 22 février 2014 et, finalement, à la nomination en juin de Petro Porochenko favorable à l'UE. Entre novembre 2013 et février 2014, Porochenko avait activement et financièrement soutenu les manifestations d'Euromaidan appuyées par les États-Unis, contre le gouvernement de Ianoukovitch.

La querelle entre les oligarques Porochenko et Kolomoisky a débuté par un différend sur le contrôle exercé par Kolomoisky sur deux sociétés énergétiques appartenant à l'État, UkrTransNafta et Ukrnafta, qui n'a été résolu que par les menaces américaines visant à saper les intérêts à l'étranger de Kolomoisky. Puis, en 2016, le gouvernement Porochenko a nationalisé la Privatbank de Kolomoisky, la plus grande banque d'Ukraine. Le gouvernement a également persuadé le Royaume-Uni de geler plus de 2,5 milliards de dollars des avoirs de Kolomoisky à l'étranger. Kolomoisky vit maintenant en exil à Genève et à Tel Aviv.

Les liens entre Zelenskiy et Kolomoisky sont nombreux, bien que Zelenskiy insiste sur le fait qu'il est un « agent libre ». Zelenskiy est l'employé de Kolomoisky et la chaîne de télévision de Kolomoisky a donné à Zelenskiy un temps d'antenne gratuit pour mener sa campagne politique. Des journalistes d'enquête rapportent que Zelenskiy a effectué au moins 13 visites à Kolomoisky en exil avant l'élection présidentielle. Les deux hommes partagent également le même avocat. Enfin, Kolomoisky a déclaré à plusieurs reprises que si Zelenskiy remportait les élections, il reviendrait en Ukraine après son exil.

À quoi faut-il s'attendre ?

L'Ukraine est devenue un des pays les plus pauvres d'Europe, même si des milliards de dollars occidentaux lui ont permis de rester sous le contrôle de l'Occident. Les nombreux problèmes de l'Ukraine comprennent l'instabilité économique, la corruption, les compressions dans les services sociaux, la multiplication par neuf du prix du chauffage au gaz, les guerres intermittentes, les meurtres de civils innocents, les manifestations dans les rues, les intrigues étrangères et l'adoption de lois favorables à un bloc ou l'autre. Depuis 2015, environ 1,3 million d'Ukrainiens ont quitté le pays pour chercher du travail ailleurs.

Pour donner un exemple de corruption, Porochenko a promis lors de son élection de mettre fin à la

corruption, mais il a été exposé non comme opposant, mais comme participant à celle-ci. Les Panama Papers publiés en avril 2016 montraient que, contrairement à son engagement lorsqu'il avait pris le pouvoir en 2014 de vendre Roshen, Porochenko avait plutôt créé une société offshore dans les îles Vierges et y avait déménagé son entreprise juste après son élection. Cette décision lui a potentiellement permis d'économiser des millions de dollars en impôts ukrainiens. Une autre révélation des Panama Papers est que, alors qu'il était président, il avait dépensé un demi-million de dollars pour des vacances familiales secrètes aux Maldives en 2017.

Les forces réactionnaires ont donné un certain nombre de fausses raisons pour expliquer les problèmes auxquels l'Ukraine est actuellement confrontée : le passé communiste, le présent russe, les échecs personnels de quiconque se présente comme président, etc. Mais ce sont toutes des diversions. La véritable cause fondamentale des nombreux problèmes en Ukraine reste la prise de contrôle de l'État par les oligarques. Porochenko, Kolomoisky, d'autres oligarques et leurs partisans en Europe, en Russie, aux États-Unis et au Canada jouent tous leurs batailles économiques privées en Ukraine au détriment du peuple ukrainien.

S'ils se font passer pour des patriotes ukrainiens qui n'ont que les intérêts du peuple à coeur, les oligarques n'ont d'autre objectif que de s'enrichir davantage en essayant de mobiliser l'appui populaire envers leurs hommes pour défendre leurs intérêts personnels. Les oligarques ont pillé les avoirs de l'État appartenant au peuple pour s'enrichir dans un premier temps et continuent sur la même voie maintenant qu'ils ont accru leur pouvoir économique et politique. La récente élection de Zelenskiy n'améliorera absolument pas les conditions de vie du peuple, elle ne fera qu'aiguiser la contradiction fondamentale qui continue de déchirer l'Ukraine.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca